

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 191 – Mars 2010

0,80 €

Pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs en Afrique du Sud !



8 juillet 2009 : Manifestation d'ouvriers du bâtiment en grève à Johannesburg, devant le stade de Soccer City EPA

Nous reproduisons ci-dessous un article publié dans le n° 6 (été 2009-2010) de Spartacist South Africa, le journal de la section sud-africaine de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

* * *

Le Congrès national africain (ANC) n'a pas attendu longtemps après sa victoire écrasante aux élections législatives d'avril 2009 pour administrer la preuve que le nouveau gouvernement dirigé par Jacob Zuma allait réprimer les grèves et les manifestations dans les townships. Le lendemain de l'élection, des membres des forces armées étaient envoyés pour briser une grève de médecins qui réclamaient une hausse de salaire, qu'ils auraient dû obtenir depuis longtemps, et davantage de moyens pour un système de santé publique qui croule sous les patients, dans des conditions dantesques. L'hiver dernier, les employés municipaux en grève pour une augmentation de leurs salaires de misère ont été attaqués par les flics à coups de

balles en caoutchouc et jetés en prison. Dans tout le pays, le même traitement est réservé aux manifestants qui réclament des logements, des routes et des égouts pour leur township misérable.

Rompez avec l'Alliance tripartite bourgeoise !

Comme le « néo-libéral » Thabo Mbeki et avant lui Nelson Mandela, Zuma le populiste fait son boulot de chef de *l'Etat capitaliste* : un appareil de violence organisée s'appuyant principalement sur la police, l'armée et les prisons, un instrument au service d'une bourgeoisie fabuleusement riche, contre les masses exploitées et opprimées majoritairement noires. Cette *dictature de classe* bourgeoise, qui continue à défendre un système basé sur les privilèges des Blancs, est dissimulée par la « démocratie non raciale » installée en 1994, quand le régime de l'apartheid – défendant la suprématie blanche – a été remplacé par un gouvernement dirigé par





Beukes/SAP



AFP

A gauche : Blade Nzimande, le secrétaire général du Parti communiste, avec le président sud-africain Jacob Zuma (à droite) au congrès national du COSATU, le 21 septembre 2009. A droite : terreur policière contre des manifestants, en juillet 2009 au Cap.

l'ANC et ses partenaires de l'Alliance tripartite, le Parti communiste sud-africain (SACP) et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

Organisation marxiste révolutionnaire, Spartacist South Africa [SSA], section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) [LCI], a déclaré qu'aucun parti, dans les élections d'avril 2009, ne représentait les intérêts de la classe ouvrière et des pauvres. Les bureaucraties du SACP et du COSATU ont fait des pieds et des mains pour pousser à voter pour l'ANC, en martelant que Zuma était un « ami » des travailleurs, contrairement aux dirigeants du Congrès du peuple (COPE), une scission de droite de l'ANC apparue après que Mbeki avait été chassé de la présidence [de l'ANC] l'an dernier. Mais comme nous l'écrivions dans *Workers Vanguard*, le journal de la Spartacist League/U.S. (n° 933, 27 mars 2009) : « *Malgré les discours "pro-ouvriers" et "pro-pauvres" de l'ANC, l'ANC et le COPE sont tous les deux des partis nationalistes bourgeois – c'est-à-dire capitalistes* » qui « *représentent les intérêts de la bourgeoisie noire montante et de la classe dirigeante capitaliste, majoritairement blanche* ».

Au cœur de la récente flambée de grèves et de manifestations, il y a une colère explosive à la base de la société, à l'encontre de l'Alliance tripartite qui, après 15 années au pouvoir, n'a pas répondu aux attentes d'égalité économique et sociale de la majorité de la population. Les manifestants des townships se plaignent que leur sort a empiré alors qu'ils avaient voté pour une vie meilleure. Les postiers en grève réclamaient la fin des inégalités salariales de l'apartheid. Aggravant encore un chômage de masse qui durait depuis longtemps déjà, la récession mondiale a fait perdre leur emploi à des centaines de milliers d'autres travailleurs.

Une étude récemment publiée montre que l'écart entre les plus riches et la masse de ceux qui sont en bas de l'échelle est aujourd'hui le plus élevé du monde, plus grand encore qu'au Brésil. Les plus riches sont blancs dans leur immense majorité, et ils bénéficient du niveau de vie d'un pays du « premier monde », tandis que les Noirs, ainsi que les travailleurs métis ou indiens sont au niveau du tiers-monde. C'est un bilan accablant pour les dirigeants traîtres du SACP/COSATU qui promettaient aux masses que l'alliance avec l'ANC, un parti bourgeois, amènerait la transformation sociale et l'égalité. Au lieu de cela, le résultat a été le capitalisme de néo-apartheid. Tandis que la superstructure politique a connu un profond bouleversement avec la fin du système d'apartheid, une ségrégation et une oppression raciales rigides imposées par la loi, l'économie capitaliste continue à reposer sur la surexploitation d'une main-d'œuvre majoritairement noire.

Alors que la colère de la majorité noire face à sa situation insupportable continue à monter, le gouvernement Zuma a clairement signifié son intention de renforcer l'arsenal de répression de l'Etat contre les travailleurs et les pauvres. Le jour de l'ouverture du congrès national du COSATU, en septembre dernier, Zuma a sermonné les délégués sur les « grèves violentes ». Dans un discours prononcé une semaine plus tard, il a soutenu la décision de donner aux flics davantage de latitude pour « tirer pour tuer », prétendument pour lutter contre un « problème de criminalité anormal » de l'Afrique du Sud. Les réprimandes de Zuma, qui ont été reprises à son compte par Zwelinzima Vavi, le secrétaire général du COSATU, n'ont pas été très bien accueillies au congrès du COSATU. Les dirigeants du SAMWU, le syndicat des employés municipaux, et du SATAWU, le syndicat des transports, ont critiqué le refus de la direction nationale du COSATU de condamner la répression de leurs grèves par la police au cours de l'année écoulée. Mais ces mêmes syndicats comptent dans leurs rangs des flics et des vigiles, dont le boulot est de défendre le pouvoir et les profits des capitalistes en réprimant violemment les travailleurs et les pauvres. SSA dit : Flics et vigiles, hors des syndicats !

Pour justifier leur alliance de collaboration de classes avec le parti bourgeois qu'est l'ANC, les chefs du SACP et du COSATU expliquent que le régime de l'ANC correspond à un « Etat en voie de transformation » dans lequel la classe ouvrière doit lutter pour « l'hégémonie ». Ce galimatias a été réfuté il y a près de 140 ans par Karl Marx et Friedrich

Suite page 17

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

L'horreur du tremblement de terre en Haïti

Impérialisme, racisme et famine

Nous publions ci-après la traduction d'un article de nos camarades américains de la Spartacist League/U.S. paru dans *Workers Vanguard* n° 951, 29 janvier. Cet article, écrit juste après le tremblement de terre du 12 janvier en Haïti, dénonçait la manière brutale et méprisante avec laquelle les impérialistes US menaient les opérations de secours. Nos camarades n'ont pas supplié Obama de fournir une aide qui soit purement humanitaire, c'est-à-dire sans soldats, contrairement aux réformistes qui cherchaient à promouvoir les prétentions humanitaires de leur propre impérialisme.

Nous dénonçons également l'hypocrisie des impérialistes français qui ont violemment critiqué l'arrogance des impérialistes américains (provoquant même un incident diplomatique entre les deux pays) afin de mieux mettre en avant leurs propres intérêts politiques et diplomatiques. Ainsi, le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Pierre Lellouche, a déclaré qu'« *il serait bien que l'UE*

affiche plus rapidement son drapeau et qu'elle démontre plus clairement ses capacités lorsque viendra l'heure de la reconstruction » et exigé la formation d'une « *force humanitaire d'urgence* » européenne (*le Figaro*, 26 janvier). La France, l'ancienne puissance coloniale d'Haïti qui a continué ensuite à saigner ce pays, a plus que sa part de responsabilité dans les déprédations qui ravagent Haïti depuis si longtemps et ont créé les conditions causant un si grand nombre de victimes lors du tremblement de terre.

Nous ne prenons aucune responsabilité pour la manière dont tel ou tel gouvernement capitaliste a distribué des secours en Haïti à la suite de cet horrible désastre naturel. Nous n'étions pas pour que l'armée américaine intervienne, mais nous n'allions pas non plus exiger le retrait immédiat de forces qui apportaient des secours aux masses haïtiennes. Ces circonstances exceptionnelles n'ont plus lieu. Nous exigeons : *Troupes d'occupation US, françaises, de l'ONU, hors d'Haïti !*

* * *

WORKERS VANGUARD

25 janvier – N'importe quel pays dont la capitale aurait été frappée par un tremblement de terre de magnitude 7 sur l'échelle de Richter aurait subi de graves dégâts, mais le nombre inimaginable de morts et l'ampleur des destructions en Haïti témoignent de la pauvreté infligée à ce pays par les impérialistes racistes. Le nombre de morts est estimé à plus de 200 000, et beaucoup meurent chaque jour à cause du manque de nourriture et d'eau propre, ou d'infections non traitées. Trois millions de personnes sont devenues sans-abri et essaient de survivre dans la rue, au milieu des décombres. Les médecins et infirmières qui ont été transportés par avion pour participer aux opérations de secours opèrent dans des « hôpitaux » de fortune en plein air, souvent sans anesthésie



Port-au-Prince, le 16 janvier, quatre jours après le séisme

AP

ni même de quoi stériliser leurs instruments. L'administration d'Etat délabrée s'est effondrée, et le gouvernement opère maintenant depuis un commissariat de police à l'aéroport.

Pays le plus pauvre des Amériques, Haïti était totalement vulnérable aux ravages du tremblement de terre. Avant même le séisme, le taux de chômage était de près de 80 %, plus de la moitié de la population vivait avec moins d'un dollar par jour, et près d'un Haïtien sur deux n'avait pas d'accès régulier à l'eau potable. Vu la quasi-inexistence d'une classe ouvrière locale, beaucoup d'Haïtiens dépendent des versements envoyés par les travailleurs haïtiens aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs, qui représentent près d'un quart du produit intérieur brut (PIB) du pays. Beaucoup de personnes vivaient dans des baraques en tôle qui se sont effondrées au moment du tremblement de terre, et beaucoup d'immeubles en béton étaient de si mauvaise qualité qu'ils se sont simplement écroulés sur leurs habitants.

Du fait de la misère et de l'absence d'infrastructures, la population haïtienne se trouve maintenant totalement dépendante de l'aide internationale. Du personnel médical et des secouristes volontaires de plusieurs pays se sont précipités par milliers en Haïti pour y apporter leur aide. Parallèlement, les Nations Unies ont renforcé de 3 500 soldats supplémentaires les 9 000 hommes de leur force d'occupation, tandis que l'administration Obama a expédié 10 000 soldats, des avions militaires et une flottille de navires. Si les « socialistes » réformistes comme l'International Socialist Organization (ISO) et le Workers World Party (WWP) demandent aux Etats-Unis d'envoyer de l'aide sans utiliser la puissance militaire américaine, nous-mêmes nous n'avons pas ce genre d'illusions. En fait, pour les forces américaines en Haïti la « sécurité » est davantage prioritaire qu'apporter de l'aide. Plusieurs avions transportant de l'aide ont atterri à l'aéroport de Port-au-Prince, qui est maintenant contrôlé par les forces

américaines, mais d'autres ont été criminellement dérotés, les Etats-Unis faisant atterrir en priorité les avions transportant le personnel militaire.

Sur fond d'occupation meurtrière de l'Afghanistan et de l'Irak, et d'une augmentation des frappes aériennes au Pakistan, les « opérations de secours » en Haïti sont pour l'administration Obama un moyen de ravalier la façade « humanitaire » de l'impérialisme américain. Comme nous l'avons souvent souligné, après les huit années du régime dément de George W. Bush, qui affichait ouvertement l'arrogance et la barbarie impérialistes, Obama est la personne idéale pour essayer de restaurer l'image ternie de l'impérialisme US dans le monde entier. Mais que le commandant en chef soit un démocrate ou un républicain, l'impérialisme US reste la puissance impérialiste la plus rapace et la plus sanguinaire sur cette planète. Les prétentions « humanitaires » d'Obama en Haïti ne sont qu'un paravent qui peine à dissimuler l'oppression raciste et l'asservissement impérialiste.

Un des objectifs centraux de l'impérialisme US est d'empêcher les Haïtiens de fuir leur île. C'est pourquoi les Etats-Unis ont rapidement organisé un blocus naval à grande échelle pour empêcher un exode par la mer de réfugiés cherchant asile aux Etats-Unis. Un avion de l'US Air Force vole quotidiennement au dessus d'Haïti pour diffuser en créole un appel de l'ambassadeur haïtien aux Etats-Unis demandant aux Haïtiens de ne pas tenter de s'enfuir du pays par bateau.

L'administration Obama a annoncé que les Haïtiens sans papiers aux Etats-Unis se verraient accorder « un statut protégé temporaire » leur permettant de rester et de travailler dans ce pays – s'ils peuvent trouver un boulot dans cette économie où sévissent le chômage et l'exclusion. Cependant, beaucoup d'Haïtiens blessés se sont vu refuser un visa qui leur aurait permis d'être transférés à Miami pour y être opérés et soignés ; la police de l'immigration en Floride a même appréhendé un enfant haïtien de deux ans qui avait besoin de soins médicaux. Au camp militaire américain de Guantánamo, à Cuba, près de 200 prisonniers de la « guerre contre le terrorisme » restent incarcérés dans des conditions inhumaines. Le délai qu'Obama avait fixé pour la fermeture de cette prison a expiré la semaine dernière dans l'indifférence générale. Les autorités militaires à Guantánamo construisent en toute hâte un camp capable de détenir jusqu'à 13 000 réfugiés haïtiens.

En se préparant à empêcher les réfugiés haïtiens d'atteindre les Etats-Unis, Obama marche sur les traces de George W. Bush et des précédents présidents, en droite ligne du traité signé en 1981 par le président Ronald Reagan et le dictateur fantoche « Bébé Doc » Duvalier. En septembre 1991, un coup d'Etat militaire avait renversé le président Jean-Bertrand Aristide, un prêtre populiste, après moins d'un an au pouvoir, provoquant la fuite d'un grand nombre de ses partisans dans des embarcations de fortune. L'administration de Bush père avait tiré de leurs bateaux des milliers de réfugiés haïtiens et les avait emprisonnés indéfiniment à Guantánamo, sans le droit de voir un avocat – une politique qui a continué sous le démocrate Bill Clinton. A bas l'interdiction de séjour raciste pour les réfugiés haïtiens ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Etats-Unis hors de Guantánamo !

A bas l'impérialisme US !

Les libéraux déçus par la politique de l'administration Obama en Afghanistan et en Irak ont perçu le tremblement de terre en Haïti comme une occasion pour les Etats-Unis de montrer un visage bienveillant. Cette idée a trouvé un écho



Rainey/Newark Star-Ledger

Une équipe de volontaires médicaux cubains soigne les victimes du tremblement de terre à Port-au-Prince, le 16 janvier.

chez les partisans réformistes quelque peu désenchantés d'Obama, comme l'ISO et le WWP. L'ISO exige qu'« Obama mette fin immédiatement à l'occupation militaire d'Haïti », et appelle en même temps les Etats-Unis à « inonder le pays de médecins, d'infirmières, de nourriture, d'eau et d'engins de construction » (*Socialist Worker* en ligne, 19 janvier). De même, une déclaration du 14 janvier sur le site internet de Workers World réclame « le retrait de toutes les troupes de combat de l'ONU », et demande que « tous les bonus des cadres des institutions financières qui ont reçu l'argent des plans de sauvetage soient versés à Haïti ».

L'idée qu'on pourrait contraindre l'impérialisme US à se mettre au service des besoins des opprimés, plutôt que de ses propres intérêts de classe, montre des illusions sans bornes dans les bons offices de la bourgeoisie américaine rapace. Dans les manifestations contre la guerre américaine en Irak, les réformistes comme l'ISO et le WWP n'ont jamais manqué de réclamer que les priorités dans les dépenses du gouvernement américain soient transférées de la guerre vers les services sociaux comme l'enseignement. Mais la domination et la prédation néocoloniales sont inhérentes à l'impérialisme, et aucune pression ou supplication n'y pourra rien changer.

Le traitement brutal couramment infligé aux Haïtiens cherchant asile aux Etats Unis – détention, humiliation, expulsion – contraste violemment avec la manière dont les Etats-Unis accueillent les contre-révolutionnaires cubains, les *gusanos* (vers), qu'ils encouragent à « fuir » Cuba. Une révolution sociale à Cuba a renversé le capitalisme dans ce qui était une néocolonie misérable, et depuis la bourgeoisie américaine est déterminée à renverser la Révolution cubaine et à rétablir l'exploitation capitaliste à Cuba. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé cubain contre l'impérialisme et les forces de la contre-révolution interne. En même temps nous nous battons pour une révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie stalinienne au pouvoir et la remplacer par un régime basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire.

Cuba fournit du personnel médical et une formation médicale à tous les pays d'Amérique latine et ailleurs, et les universités cubaines ont formé gratuitement plus de 500 médecins haïtiens. Avant le tremblement de terre, environ 350 médecins et infirmières cubains travaillaient déjà en Haïti. Quelques heures après le séisme, Cuba a expédié 69 médecins

Suite page 23

Pour le droit à l'indépendance !

Référendum colonial en Martinique et Guyane



Julien Tack

La grève générale avait secoué les colonies françaises des Caraïbes il y a un an (ici manifestation en Guadeloupe, février 2009).

Le 10 janvier dernier avaient lieu des référendums dans les colonies de Martinique et Guyane. Il s'agissait de promettre davantage d'autonomie selon l'article 74 de la Constitution française. L'Etat français organisait ce référendum pour promouvoir une « relation rénovée avec la métropole », selon les termes de Sarkozy. Le non l'a emporté à une large majorité dans les deux pays, la participation étant légèrement supérieure à la moitié des inscrits. Le plébiscite avait été annoncé dans la foulée des longues grèves générales de l'année dernière en Martinique et en Guadeloupe qui visaient les principaux exploiters capitalistes (dans de nombreux cas ce sont des békés, les descendants des propriétaires d'esclaves) et l'Etat français, y compris ses satrapes locaux. Les grèves avaient pour but premier de soulager la misère croissante et l'oppression raciste que subit la majorité de la population de ces colonies ; elles ont exposé aux yeux du monde l'hypocrisie de la bourgeoisie française qui voile sa cupidité impérialiste par des discours sur les « droits de l'homme ». Ces grèves ont aussi montré à nouveau, notamment au prolétariat multiethnique de France, qu'il faut mener des batailles de classe acharnées pour repousser les attaques des capitalistes et la répression. C'est dans ce contexte que Sarkozy a lancé le référendum d'autonomie, dans le but de redorer le blason de l'impérialisme français tout en cherchant à embobiner dans la juridiction coloniale ce qui restait de la résistance combattive.

Si le « oui » l'avait emporté, il aurait été suivi par des années de négociations entre l'Etat français et ses serviteurs politiques dans les Caraïbes afin de mettre au point une loi qui ferait quelques retouches aux règles de l'administration. Cette loi aurait ensuite été soumise pour approbation au parlement français. Parmi les nouveaux « pouvoirs » il y avait

éventuellement un hymne et un drapeau, ainsi que des possibilités accrues de taxation locale, un plus grand contrôle sur l'embauche dans le secteur public (c'est-à-dire les emplois martiniquais pour les Martiniquais) et quelques mesures supplémentaires concernant l'économie et l'environnement. Les décisions concernant les pouvoirs régaliens (la justice, la police, la défense, la monnaie, etc.) continueraient à être prises à Paris. En annonçant le référendum, Sarkozy a fait son petit show de bonaparte et a déclaré : « *Tant que je serai président de la République, la question de l'indépendance de la Martinique ne sera pas posée.* » Et aussi : « *La Martinique est française et le restera.* »

La participation était relativement élevée pour un tel vote, mais 45 % des électeurs inscrits ont tout de même boudé les urnes. Beaucoup exprimaient la crainte, plus vive que jamais dans cette période de crise économique

et de chômage accru, que la victoire du « oui » pourrait conduire à la perte du statut colonial français et de l'appartenance à l'Union européenne, et ainsi des acquis sociaux restants, ce qui plongerait la majorité de la population dans une pauvreté plus grande encore. Il y avait aussi des travailleurs martiniquais qui dans la presse rejetaient le référendum en disant qu'il n'avait rien à voir avec leur lutte quotidienne pour la survie ; ils savent bien que les politiciens nationalistes et sociaux-démocrates qui prônaient le « oui » voulaient simplement avoir davantage leur mot à dire sur comment exploiter les travailleurs. Comme nous l'avons écrit dans « La grève générale secoue les colonies françaises » (*le Bolchévik* n° 187, mars 2009) : « *Des dirigeants nationalistes en Guadeloupe et en Martinique ont souvent exprimé leur désir de voir transférer une bonne partie de l'administration de l'Etat à un organisme dirigé localement qui pourrait s'en prendre aux acquis sociaux. D'après les nationalistes, ces prestations sociales rendent l'agriculture et le tourisme non compétitifs face à la concurrence des autres îles caraïbes. Mais pour le moment les nationalistes ne mettent pas en avant la lutte pour l'indépendance – leur programme est plutôt de mettre la main pour eux-mêmes sur la manne coloniale qui depuis des siècles était empochée par les békés.* »

Avec le référendum du 10 janvier il s'agissait de décider pour ou contre une coquille vide, une soi-disant « autonomie » accrue. La position de la LTF était l'abstention. Nous étions de même contre voter soit « oui » soit « non » au plébiscite qui a suivi deux semaines plus tard, où il s'agissait de décider de la fusion ou pas du conseil régional et du conseil général en Martinique et en Guyane. Aucun de ces référendums n'offrirait quoi que ce soit de positif pour la classe ouvrière.

Notre point de départ, c'est de défendre le droit d'auto-détermination pour les colonies françaises. En tant qu'opposants intransigeants du colonialisme français, qui se basait dans les Caraïbes sur l'esclavage, nous serions en faveur de l'indépendance. Mais nous sommes contre toute indépendance forcée, et nous n'exigeons pas actuellement l'indépendance immédiate de la Martinique, de la Guyane ou d'autres colonies, notamment parce que la vaste majorité de la population y est opposée aujourd'hui : elle perçoit très bien que, après l'indépendance sous le capitalisme, les oppresseurs impérialistes chercheraient à réduire encore plus son niveau de vie. C'est pourquoi l'internationalisme prolétarien et la lutte pour la révolution socialiste aux USA, en France et dans d'autres pays capitalistes avancés doivent être le fondement de notre programme pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'oppression coloniale et l'exploitation dans les colonies françaises. C'est d'autant plus important étant donné la petite taille du prolétariat dans les Caraïbes françaises (essentiellement dans la construction et des services de base comme les transports et l'enlèvement des ordures ainsi qu'une mince couche d'ouvriers agricoles dans les plantations). C'est en France que réside principalement la puissance sociale du prolétariat originaire de Guadeloupe et de Martinique ; ce prolétariat émigré représente un lien vivant pour la révolution socialiste en France et dans les Caraïbes.

Notre position sur la question nationale se place dans la tradition révolutionnaire des bolchéviks de Lénine. Pour ces derniers il était clair que la fédération ou l'autonomie acceptent fondamentalement la poursuite de la domination capitaliste coloniale. Lénine disait : « *Un changement réformiste est celui qui n'ébranle pas les bases du pouvoir de la classe dominante, dont il n'est qu'une concession, et qui maintient sa domination. Un changement révolutionnaire sape le pouvoir jusque dans ses fondements. Dans le programme national, le réformisme n'abolit pas tous les privilèges de la nation dominante ; il n'établit pas l'égalité complète des droits ; il ne supprime pas toutes les formes d'oppression nationale. Une nation "autonome" n'est pas l'égale en droits d'une nation "souveraine" » (« Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes »). Lénine écrivait, toujours en 1916 : « *Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime* » (« La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes - Thèses »).*

Combat ouvrier donne une couverture prolétarienne « de gauche » aux nationalistes

La position marxiste n'a rien à voir avec la capitulation face au nationalisme ni avec le réformisme grossier de Combat ouvrier (CO), le groupe associé en Martinique à Lutte ouvrière (LO). CO reconnaît l'évidence en écrivant dans son éditorial du 19 décembre que « *pour cette campagne du référendum, ce qui est criant, c'est qu'ils [les « politiciens de Martinique »] ne se sont engagés à rien du tout : ils n'ont même pas fait semblant de nous promettre quoi que ce soit ! C'est dire si demain ils ont bien l'intention de gérer le nouveau statut selon les seuls intérêts des possédants et des notables de Martinique !* » Mais à peine quelques lignes plus bas, CO se met à soutenir implicitement un vote « oui » au référendum du 10 janvier ! Et sur quelle base ? En prétendant que les travailleurs et les pauvres (qui apparemment, contrairement à CO, n'y comprennent rien) étaient soi-disant pour

En soutenant implicitement le « oui » lors du référendum colonial de janvier, Combat ouvrier capitule devant les nationalistes petits-bourgeois.

19 décembre
2009



Journal communiste révolutionnaire (bolchévique)

Cependant, mais si une forme quelconque de pouvoir local était créée après le vote de l'article 74 ou 73 aux référendums des 10 et 24 janvier, cela aurait l'avantage pour nous d'avoir sous la main tous ces politiciens chargés des mauvaises besognes contre les travailleurs et les pauvres. Le siège de ce pouvoir sera plus proche et nous pourrons nous y rendre quand nous aurons des comptes à demander.

Alors, nous militants de Combat Ouvrier comprenons que des travailleurs aient désir de faire passer ce changement de statut 74 et d'aboutir à une forme de pouvoir local.

Oui, il est plus logique que les décisions qui concernent notre vie économique, sociale, etc... soient prises ici et non à 7000 km de nous !

Mais plus proche géographiquement ne veut pas dire plus proche socialement !

Alors, nous nous sentons solidaires des travailleurs qui veulent voter en faveur de la naissance de cette forme de pouvoir local. Mais cela veut dire aussi que nous ne devons faire aucune confiance à tous ces politiciens et n'avoir aucune illusion dans la politique qu'ils vont mener et dans les actions de leur nouveau pouvoir !

Dès maintenant, il faut se dire que nous aurons à surveiller les politiciens et autres notables dans l'exercice de ce pouvoir et être prêts à leur demander des comptes à tout moment, pour que les décisions soient le plus souvent possible tournées, un peu plus, en faveur des couches laborieuses et pauvres.

une autonomie accrue selon l'article 74 ; aussi, en solidarité avec ces travailleurs, CO s'est rangé derrière le « oui ». Ils argumentent de plus que cette mesure « nous » permet de faire pression plus efficacement sur l'exécutif bourgeois local et pour obtenir des décisions qui soient « *en faveur des couches laborieuses et pauvres* » :

« Cependant, mais si une forme quelconque de pouvoir local était créé après le vote de l'article 74 ou 73 aux référendums des 10 et 24 janvier, cela aurait l'avantage pour nous d'avoir sous la main tous ces politiciens chargés des mauvaises besognes contre les travailleurs et les pauvres. Le siège de ce pouvoir sera plus proche et nous pourrons nous y rendre quand nous aurons des comptes à demander.

« Alors, nous militants de Combat Ouvrier comprenons que des travailleurs aient désir de faire passer ce changement de statut 74 et d'aboutir à une forme de pouvoir local. [...]

« Alors, nous nous sentons solidaires des travailleurs qui veulent voter en faveur de la naissance de cette forme de pouvoir local. [...]

« Dès maintenant, il faut se dire que nous aurons à surveiller les politiciens et autres notables dans l'exercice de ce pouvoir et être prêts à leur demander des comptes à tout moment, pour que les décisions soient le plus souvent possible tournées, un peu plus, en faveur des couches laborieuses et pauvres. »

Quelle touchante confiance dans l'appareil d'Etat colonial, l'instrument des exploités pour réprimer les exploités ! Et ce, si peu après la répression brutale des grèves générales et alors qu'il s'emploie avec détermination à renverser les acquis principaux de ces luttes. CO s'aligne sur la position de ses partenaires martiniquais du Collectif du 5 février (K5F), dont fait partie le syndicat CGTM où

Suite page 15

Meeting de la Ligue trotskyste

Le racisme, le voile et les élections en France

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

Paris, mardi 30 mars, 19h30

Au CIGP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
(Métro Rue des Boulets)

La « mort du communisme » et l'état idéologique du monde postsoviétique - notes critiques

Nous reproduisons ci-dessous un document daté du 14 mars 2009, revu pour publication, de Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/U.S. Il s'agit d'une contribution à une série de discussions et débats précédant la 13^e Conférence

par Joseph Seymour

naionale de la SL/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Pour un rapport sur la conférence, voir « Les années noires de la période postsoviétique » (Workers Vanguard n° 948, 4 décembre 2009).

* * *

Lors du plénum de notre comité exécutif international (CEI) début 2008, il y a eu une discussion et, je crois, l'apparition de divergences à propos de la signification du terme « mort du communisme », un terme clé pour comprendre l'état politico-idéologique du monde postsoviétique. A ce moment-là j'argumentais que :

« Une question importante dans la discussion sur notre travail en Afrique du Sud et au Mexique [...] est de savoir si ces pays ainsi que d'autres (la Chine a été mentionnée, la Grèce) sont des exceptions ou non, et dans quelle mesure, à ce que nous appelons la "régression du niveau de conscience" et l'idéologie de la "mort du communisme". Mais le concept d'exception implique une norme. Quelle est donc cette norme ? L'immense majorité de nos sections se situent dans les pays capitalistes-impérialistes avancés d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord [...]. C'est là que nous faisons face, chaque jour, à l'idéologie omniprésente de la "mort du communisme". Et je pense que ceci a engendré une idée quelque peu déformée des contours et des divisions politiques et idéologiques à travers le monde, qui ont changé radicalement.

« Presque chaque fois que nous utilisons le terme "mort du communisme", nous le rattachons au triomphalisme bourgeois. Nous ne parlons pas ici du triomphalisme de la bourgeoisie de l'Inde, de l'Égypte ou du Brésil. Nous parlons du triomphalisme de la bourgeoisie impérialiste occidentale, et centralement des États-Unis. Mais l'incrédulité quant à la possibilité d'une société communiste internationale future – et c'est là le cœur de la "mort du communisme" – dans les pays du tiers-monde n'est pas et ne peut être confondue avec le triomphalisme et la domination impérialiste américaine. Ce qu'on a à la place, c'est plutôt l'apparition de mouvements politico-idéologiques assez significatifs, disposant d'un ample soutien, qui prétendent s'opposer au triomphalisme impérialiste américain. L'exemple le plus évident de cela est bien sûr le nationalisme populiste en Amérique latine, illustré par Hugo Chávez. Mais on voit aussi le même phénomène, d'une façon très réactionnaire, avec le développement du fondamentalisme isla-



Eltine brandit le drapeau russe sur les barricades de la contre-révolution capitaliste à Moscou, en août 1991. La LCI a distribué des dizaines de milliers de tracts ayant pour titre : « Ouvriers soviétiques : Balayez la contre-révolution de Eltine-Bush ! » Ci-dessous : la LTF proteste contre la venue d'Eltine à Paris en janvier 1992.



Le Bolchévik

mique anti-occidental au Proche-Orient. Oussama Ben Laden, Hugo Chávez, Tony Blair, Bill Clinton, tous représentent la "mort du communisme" de différentes manières, dans des contextes nationaux différents. »

Au cœur de la « mort du communisme », il y a juste cela : l'incrédulité en la possibilité historique d'une civilisation communiste mondiale, au sens marxiste. C'est un *cadre fondamental* que partagent en commun des tendances politiques diverses, qui ont souvent une attitude franchement hostile envers l'impérialisme occidental, la démocratie parlementaire, une économie de marché capitaliste et autres questions controversées (par exemple la dégradation de l'environnement) entre la gauche et la droite au sens conventionnel de ces termes.

Pour m'assurer que nous comprenons tous de quoi on parle, je vais brièvement rappeler dans les grandes lignes ce

qu'est une société vraiment communiste à l'échelle mondiale. La pénurie économique a été surmontée, conduisant ainsi à l'élimination du travail salarié (« de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins »). Le travail aliéné a été remplacé par le travail créatif, scientifique et culturel (Marx a une fois donné la composition musicale comme exemple de ce dernier). L'Etat a dé péri, de sorte que, selon la formule d'Engels, le gouvernement des hommes a été remplacé par l'administration des choses. Toute appartenance à une race, nation ou ethnie a disparu grâce à une procréation inter-ethnique largement répandue et à la mobilité mondiale (« l'Internationale sera le genre humain »). La famille a été remplacée par les institutions collectives qui prennent en charge les travaux domestiques, l'éducation et la socialisation des enfants.

La majorité écrasante des militants qui se disent de gauche et qui ont, disons, plus de 40 ou 50 ans, considèrent que la société future décrite ci-dessus est utopique. La majorité écrasante des militants de gauche plus jeunes, représentés par exemple dans le milieu des « forums sociaux », ignorent en réalité la conception marxiste d'une civilisation communiste mondiale, et ils y sont indifférents. Leurs préoccupations sont *défensives et minimalistes* : soutenir les droits démocratiques des peuples opprimés (par exemple les Palestiniens), arrêter le démantèlement de l'« Etat-providence » en Europe de l'Ouest, empêcher que l'on dégrade davantage l'environnement (réchauffement planétaire).

Je vais reformuler mon idée en faisant référence à *l'Etat et la révolution* de Lénine. Quand cette œuvre a été publiée en 1918, et pendant les décennies qui ont suivi, la divergence fondamentale entre les marxistes révolutionnaires et les autres tendances de gauche concernait le sujet abordé dans le chapitre I (« La société de classe et l'Etat »). Lénine dit en guise de conclusion :

« la doctrine de Marx et d'Engels selon laquelle une révolution violente est inéluctable, concerne l'Etat bourgeois. Celui-ci *ne peut céder* la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) par voie d'« extinction », mais seulement, en règle générale, par une révolution violente » (souligné dans l'original).

Dans le monde postsoviétique, la différence la plus fondamentale entre les autres tendances et nous-mêmes concerne la question traitée dans le chapitre V (« Les bases économiques de l'extinction de l'Etat »). Le passage suivant l'explique brièvement :

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris

Le Bolchévique

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Rouen

LTF, Centre 316,

82 rue Jeanne d'Arc

76003 Rouen

Tél : 02 35 73 74 47

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138

e-mail : spartcan@on.aibn.com

« La base économique de l'extinction totale de l'Etat, c'est le communisme arrivé à un si haut degré de développement que toute opposition disparaît entre le travail intellectuel et le travail manuel et que, par conséquent, disparaît l'une des principales sources de l'inégalité *sociale* contemporaine, source que la seule socialisation des moyens de production, la seule expropriation des capitalistes ne peut en aucune façon tarir d'emblée.

« Cette expropriation rendra *possible* un essor gigantesque des forces productives. Et voyant comment le capitalisme, dès maintenant, *entrave* incroyablement cet essor, et combien de progrès l'on pourrait réaliser grâce à la technique moderne déjà acquise, nous sommes en droit d'affirmer, avec une certitude absolue, que l'expropriation des capitalistes entraînera nécessairement un développement prodigieux des forces productives de la société humaine » (souligné dans l'original).

La génération postsoviétique de militants de gauche ne peut pas comprendre aisément les idées développées ci-dessus, car elle n'y réfléchit pas.

Le problème n'est pas le triomphalisme impérialiste américain

Même si le fait d'éclaircir la question de la « mort du communisme » ne résoudra pas nos problèmes, l'absence de clarté continuera de les aggraver. Ne pas reconnaître la différence la plus fondamentale entre nous et le reste de la gauche, à savoir que nous ne partageons *pas* le même but ultime, est un facteur important à la source des problèmes politiques récurrents dans notre parti.

Quand il était encore rédacteur en chef de *Workers Vanguard*, Jan Norden [maintenant dans l'Internationalist Group centriste] considérait consciemment et constamment la « mort du communisme » comme principalement une expression du triomphalisme idéologique de l'impérialisme américain. D'où son idée que le soulèvement zapatiste des paysans indiens pauvres dans le sud du Mexique en 1997 était une riposte cinglante qui affaiblissait, du moins en Amérique latine, l'effet idéologique de la chute de l'Union soviétique. Depuis la défection de Norden, qui a quitté notre organisation en 1996, il y a une tendance dans notre parti à assimiler sous l'étiquette de la « régression du niveau de conscience » (expression que j'ai créée pendant la bataille contre Norden) l'incrédulité par rapport à la société communiste future, le triomphalisme impérialiste occidental et le réformisme social-démocrate traditionnel. Certains camarades ont argumenté que notre divergence fondamentale avec le reste de la gauche porte sur la possibilité de réformer l'Etat capitaliste, comme si nous en étions encore au temps de Lénine contre Kautsky juste après la révolution d'Octobre.

Une formulation classique dans notre presse publique comme dans notre discours interne, c'est que l'effet de la « mort du communisme » est « inégal » dans le monde. Le terme « inégal » implique que l'on peut en mesurer la quantité sur une échelle linéaire : élevée aux USA et en France, beaucoup moins forte au Mexique et en Afrique du Sud. En tant qu'ancien étudiant puis enseignant en économie à l'université, je pense à un graphique pour comparer, par exemple, le produit national brut de différents pays. Mais *on ne peut pas comprendre* de cette façon l'effet différencié de la « mort du communisme » au niveau international. Nous sommes confrontés à *des formes différentes, non à des niveaux différents*, d'idéologie postsoviétique.

Prenons la Russie. Lorsque nous expliquons la notion de « mort du communisme », nous utilisons fréquemment comme formulation que l'Union soviétique est considérée au

mieux comme une « expérience ratée ». C'est généralement vrai en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. C'est moins vrai dans beaucoup de pays du tiers-monde. Et ce n'est *pas vrai du tout* en Russie. Bien au contraire. La couche politiquement dominante de la nouvelle classe capitaliste russe, représentée par Vladimir Poutine, considère l'Union soviétique comme l'expérience la plus réussie dans l'histoire, pour ainsi dire, de la construction d'un Etat centré sur la Russie. En 2005, Poutine déclarait que l'effondrement de l'Union soviétique avait été « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle » (cité par Edward Lucas, *The New Cold War : Putin's Russia and the Threat to the West* [La nouvelle guerre froide : la Russie de Poutine et la menace pour l'Ouest], 2008). J'imagine qu'un sentiment similaire envers l'ex-URSS est fréquent dans la société russe dans son ensemble.

Ces dernières années, le régime de Poutine, et plus généralement l'élite russe, ont cherché à restaurer la réputation historique de Staline en tant que dirigeant principal d'une grande puissance mondiale dominée par la Russie au XX^e siècle. L'ambassadeur de la Russie auprès de l'OTAN a une photo de Staline dans son bureau. Une émission de télé populaire, « Le nom de la Russie », classe Staline parmi les cinq plus grands personnages historiques nationaux (*Economist*, 27 novembre 2008). En 2007, un manuel scolaire officiel, *une Histoire moderne de la Russie, 1945-2006 : Manuel pour l'enseignant*, compare favorablement Staline à Pierre le Grand : « Staline suivait la logique de Pierre le Grand : demander l'impossible... pour recevoir le maximum possible. » Le livre poursuit :

« Il [Staline] est considéré comme l'un des plus grands dirigeants de l'URSS. Le territoire du pays a atteint les frontières de l'ancien Empire russe (et dans certaines régions les a même dépassées). La victoire a été remportée lors de l'une des plus grandes guerres ; l'industrialisation de l'économie et la révolu-

tion culturelle ont été couronnées de succès, ce qui a eu pour résultat non seulement l'éducation de masse, mais aussi le meilleur système éducatif du monde. L'URSS est devenue l'un des pays à la pointe de la science ; le chômage était pratiquement vaincu. »

– cité par Lucas dans *The New Cold War*

On ne dirait pas la description d'une « expérience ratée ».

D'une certaine façon il nous est plus difficile d'aborder la forme que prend la « mort du communisme » dans la Russie d'aujourd'hui qu'en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Dans ces pays, l'ex-Union soviétique est encore principalement assimilée au « socialisme », et non à l'« impérialisme russe ». Staline est considéré, et généralement dénigré, comme un disciple de Marx et Engels. En Russie, il est considéré et fréquemment encensé comme le successeur de Pierre le Grand et de Catherine II. Pour beaucoup de Russes, le communisme n'est pas mort, car il n'a de toute façon jamais existé.

Déjà avant que la gravité de la crise économique mondiale actuelle ne devienne évidente à l'automne 2008, le triomphalisme du « libre marché » ne représentait plus un courant important dans l'opinion bourgeoise, même aux Etats-Unis. Aujourd'hui, des porte-parole en vue et respectés du capital financier américain, comme Paul Voleker, ancien directeur de la Réserve fédérale, prévoient une récession mondiale profonde et prolongée. La comparaison avec la dépression des années 1930 est devenue une banalité. Le maire conservateur de Londres faisait remarquer que lire le *Financial Times* de Londres ces jours-ci, c'est comme passer son temps avec une secte millénariste suicidaire. Pourtant, aucun courant de l'opinion bourgeoise ne s'inquiète de la perspective imminente de révolutions socialistes où que ce soit, ou de la résurgence de partis communistes de masse se réclamant de la tradition marxiste-léniniste.

Sur la fin et les moyens : un rappel historique

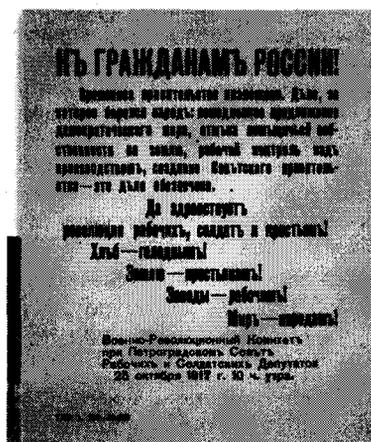
Dans le chapitre V de *l'Etat et la révolution*, dans la section sur « La phase supérieure de la société communiste », Lénine écrivait :

« Du point de vue bourgeois, il est aisé de traiter un semblable régime social de "pure utopie", et de railler les socialistes qui promettent à chaque citoyen le droit de recevoir de la société, sans aucun contrôle de son travail, autant qu'il voudra de truffes, d'automobiles, de pianos, etc. C'est à des railleries de cette nature que se bornent aujourd'hui encore la plupart des "savants" bourgeois, qui révèlent ainsi leur ignorance et leur mentalité de défenseurs intéressés du capitalisme. »

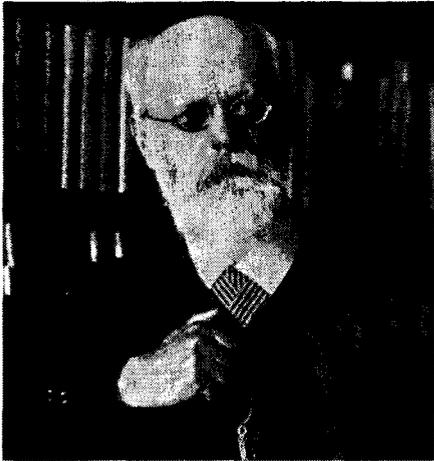
Par le terme « savants bourgeois », Lénine désignait les intellectuels qui de leur propre aveu soutenaient le système économique capitaliste et lui trouvaient des justifications. Il ne rangeait *pas* dans cette catégorie les porte-parole idéologiques de la Deuxième Internationale (socialiste) comme Karl Kautsky, qui se considérait comme un marxiste orthodoxe.

Une question différente est de savoir si en 1917-1918 les dirigeants de la droite des partis sociaux-démocrates de masse (comme Friedrich Ebert en Allemagne, Albert Thomas en France, Emile Vandervelde en Belgique) croyaient ou non subjectivement à une société

Petrograd, 1917 : un tract publié par le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd annonce le renversement du gouvernement provisoire et la victoire de la révolution ouvrière. Ci-dessous : des gardes rouges, ouvriers et marins devant l'Institut Smolny, quartier général du Congrès panrusse des soviets.

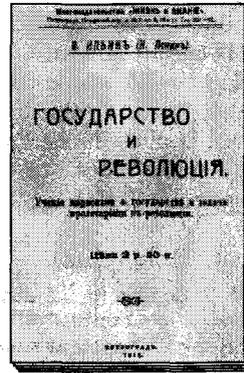


Pyotr Olsuf



Verlag Kurt Desch

L'Etat et la révolution de Lénine (1917) défendait la compréhension marxiste de l'Etat, un instrument de domination de classe, contre le révisionniste Karl Kautsky (à gauche).



W. Plier

socialiste future. Il est très probable que non. Mais ils n'ont pas non plus répudié publiquement le but traditionnel du mouvement socialiste en le qualifiant de projet utopique.

Au début de la Révolution allemande de novembre 1918, le Parti social-démocrate indépendant, une organisation centriste, présenta une série de conditions (revendications) pour un gouvernement de coalition avec le Parti social-démocrate (SPD), sur la base des conseils d'ouvriers et de soldats qui existaient alors. La première était : « *L'Allemagne doit être une république socialiste.* » Ce à quoi la direction du SPD répondit : « *Cette revendication est le but de notre propre politique. Cependant, le peuple doit en décider à travers l'Assemblée constituante* » (cité dans *The German Revolution and the Debate on Soviet Power : Documents, 1918-1919 : Preparing the Founding Congress* [La Révolution allemande et le débat sur le pouvoir soviétique : Documents, 1918-1919 : En préparation du Congrès de fondation], textes rassemblés par John Riddell, 1986). Quand ils s'attaquaient à la Révolution bolchévique et à l'Internationale communiste naissante, les dirigeants sociaux-démocrates condamnaient principalement la dictature du prolétariat comme une violation de la démocratie, qu'ils assimilaient à un type de gouvernement parlementaire élu au suffrage universel.

Il est ici utile de jeter un œil sur *Moscou sous Lénine*, un recueil de souvenirs écrit à la fin des années 1940 et au début des années 1950 par Alfred Rosmer, collègue et ami de Trotsky. Rosmer avait été anarchiste puis intellectuel syndicaliste révolutionnaire en France, avant d'adhérer à l'Internationale communiste nouvellement créée. Dans ce livre, Rosmer raconte la réaction initiale des sociaux-démocrates « orthodoxes » comme Kautsky et Jean Longuet et des anarchistes à *L'Etat et la révolution* de Lénine :

« C'était un livre extraordinaire et son destin était singulier : Lénine, marxiste et social-démocrate, était honni par les théoriciens des partis socialistes qui se réclamaient du marxisme : "Ce n'est pas du marxisme !" s'écriaient-ils, c'est un mélange d'anarchisme, de blanquisme - du "blanquisme à la sauce tartare", écrivait l'un d'eux pour faire un mot d'esprit. Par contre, ce blanquisme et sa sauce étaient pour les révolutionnaires situés hors du marxisme orthodoxe, syndicalistes et anarchistes, une agréable révélation. Jamais pareil langage ne sortait de la bouche des marxistes qu'ils connaissaient. »

Louis-Auguste Blanqui (1805-1881) fut le dernier représentant majeur de la tradition communiste jacobine née avec la Conspiration des Egaux de Babeuf, à la fin de la Révolution française. La conception babouviste du communisme (développée dans une société pré-industrielle) était plutôt un communisme de distribution et de consommation que de pro-

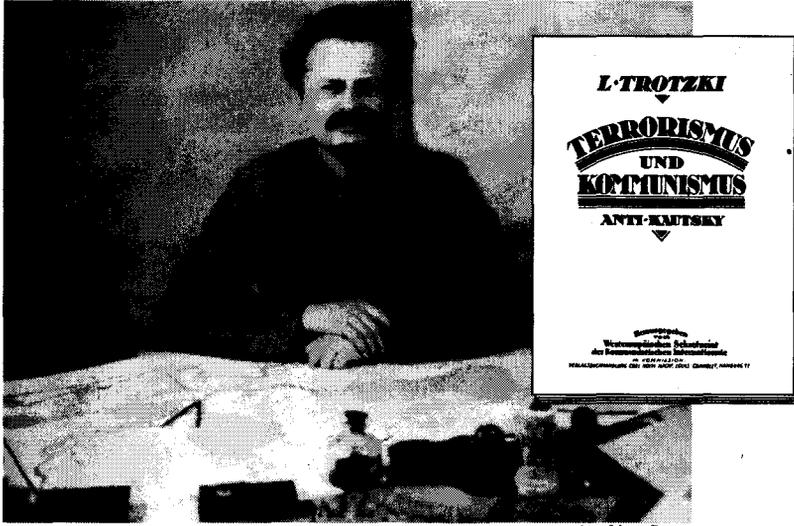
duction, pour mettre fin à la pénurie économique. Pourtant, en traitant Lénine de « blanquiste », Kautsky, Longuet et autres ne faisaient pas référence à cet aspect de la vision communiste jacobine. Quand ils parlaient du « blanquisme » de Lénine, ils voulaient dire le renversement de l'Etat capitaliste par une insurrection organisée et dirigée par un parti d'avant-garde révolutionnaire.

Comme le faisait remarquer Rosmer, *L'Etat et la révolution* fut bien accueilli par beaucoup d'anarchistes et de syndicalistes, dont certains pensaient que Lénine s'éloignait du marxisme pour se rapprocher de leur propre camp politique. Toutefois, certains anarchistes plus au fait en matière de doctrine comprenaient que si Lénine était d'accord avec eux sur la nécessité d'une insurrection pour renverser l'Etat bourgeois, il continuait de défendre, en le soulignant même, le programme marxiste de dictature du prolétariat en tant que transition vers une société pleinement communiste. A cet égard, Rosmer cite Erich Mühsam, anarchiste allemand emprisonné, qui écrivait en 1919 :

« Les thèses théoriques et pratiques de Lénine sur l'accomplissement de la révolution et des tâches communistes du prolétariat ont donné à notre action une nouvelle base [...]. Plus d'obstacles insurmontables à une unification du prolétariat révolutionnaire tout entier. Les anarchistes communistes ont dû, il est vrai, céder sur le point le plus important de désaccord entre les deux grandes tendances du socialisme ; ils ont dû renoncer à l'attitude négative de Bakounine devant la dictature du prolétariat et se rendre sur ce point à l'opinion de Marx. »

Pour Mühsam, le « désaccord » entre Bakounine et Marx par rapport à la dictature du prolétariat concernait les moyens de parvenir au but commun : une société sans classe, égalitaire et sans Etat.

Nous savons tous que dans une polémique politique les idées et positions contre lesquelles *personne* n'argumente sont à leur manière aussi importantes que celles contre lesquelles on argumente. On n'argumente pas contre des positions que son adversaire ne défend pas, en particulier lorsqu'il y a un terrain d'entente. Par exemple, quand nous polémiquons contre les libéraux petits-bourgeois noirs et les militants de gauche aux Etats-Unis, nous ne cherchons pas à réfuter l'idée fautive avancée par certains racistes de droite que les Noirs sont « inférieurs » aux Blancs. En 1918-1920, Lénine et Trotsky écrivirent chacun une longue polémique contre Kautsky. Nulle part dans *la Révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky* ou dans *Terrorisme et communisme* ils n'argumentent contre la position qu'une société communiste au sens marxiste est utopique, car Kautsky ne défendait pas cette position.



Les frères Brown

Terrorisme et Communisme (1920), écrit par Léon Trotsky en pleine guerre civile en Russie, polémique contre le pamphlet anti-bolchévique du même nom écrit par Kautsky. Ce dernier fit cause commune avec l'impérialisme au nom de la « démocratie ».

Avançons jusqu'à la fin des années 1930, lorsque le mouvement communiste international avait été complètement stalinisé. Intéressons-nous au jeune Maxime Rodinson, intellectuel juif français qui plus tard allait devenir un universitaire de gauche écrivant sur le Proche-Orient et la société islamique. Dans un essai de 1981, « Autocritique », il se rappelait ainsi l'état d'esprit qui l'avait poussé à rejoindre le Parti communiste français en 1937 (il allait le quitter en 1958) :

« Il y eut, il y a encore, dans l'adhésion au communisme, un engagement à une lutte qui devrait permettre à l'humanité d'accomplir un saut essentiel et éminemment bénéfique : en terminer avec un ordre qui produit en permanence la misère et le crime, qui asservit et condamne à une vie atroce ou à la mort sans phrases des millions de gens chaque jour dans le monde. Il s'agit de créer une humanité libérée où chacun pourra s'épanouir dans le plein développement de ses meilleures virtualités, où le faisceau des libres volontés déterminera l'administration des choses et le minimum de règles indispensables pour harmoniser les relations des êtres humains. »

– *Peuple juif ou problème juif?* (1981)

En tant qu'intellectuel, Rodinson pouvait expliquer les objectifs libérateurs du marxisme mieux que les millions de jeunes ouvriers qui ont adhéré aux partis communistes de France, d'Italie, d'Inde, du Vietnam et d'ailleurs pendant l'époque stalinienne. Néanmoins, beaucoup de ces travailleurs – et certainement pas tous – étaient aussi *motivés* par une vision future de libération sociale dans tous les domaines. Ils ne considéraient pas seulement les partis communistes comme des instruments politiques pour défendre et favoriser leurs intérêts économiques et autres (par exemple nationaux) à l'intérieur du système capitaliste-impérialiste existant.

En général, les ouvriers avancés et les intellectuels de gauche qui soutenaient les partis sociaux-démocrates de masse ne partageaient pas la conception marxiste d'une société authentiquement communiste. Mais ils aspiraient aussi à une société radicalement différente et meilleure que celle qu'ils connaissaient. En 1961, Ralph Miliband, un intellectuel britannique social-démocrate de gauche, publia un livre sévèrement critique du Parti travailliste intitulé *Parliamentary Socialism: a Study of the Politics of Labour* [Le socialisme parlementaire : Étude sur la politique travailliste]. Le livre

parut juste après que les dirigeants de l'aile droite eurent essayé, sans succès, de supprimer la Clause IV des statuts travaillistes de 1918. La Clause IV était généralement considérée comme le programme maximum du travaillisme : « *D'assurer aux travailleurs manuels et intellectuels le fruit intégral de leur industrie et la distribution la plus équitable possible de celle-ci, sur la base de la propriété commune des moyens de production, de distribution et d'échange.* » Décrivant la bataille autour de la Clause IV en 1959-1960, Miliband écrivait : « *Face à la résistance violente [de la base ouvrière du parti] qu'elle rencontra, la proposition dut être abandonnée.* » Dans les années 1980, personne n'aurait plus utilisé l'expression « socialisme parlementaire » pour résumer le programme ou même la doctrine officielle du Parti travailliste britannique. Et en 1995, la Clause IV fut supprimée du programme officiel du parti lors d'une conférence spéciale, malgré l'opposition de certains des plus gros syndicats.

Du début au milieu des années 1960, il y eut une radicalisation à gauche parmi la jeunesse, les étudiants et certains intellectuels plus âgés aux États-Unis. L'une des expressions institutionnelles de cela était la Conférence annuelle des universitaires socialistes à New York. En 1966, les organisateurs de cette conférence invitèrent l'historien marxiste Isaac Deutscher pour qu'il y fasse une présentation sur « l'homme socialiste ». A cette époque, le caractère culturel et psychologique d'une société vraiment socialiste, et comment les gens penseraient et se conduiraient, était une question qui intéressait beaucoup les jeunes intellectuels de gauche, non seulement aux États-Unis mais dans le monde entier. Par exemple, au début des années 1960, Che Guevara écrivait sur la possibilité d'éliminer le travail aliéné dans une Cuba « socialiste ». Pour une analyse rétrospective des conceptions de Guevara sur cette question, voir « Le stalinisme et l'« égalitarisme radical » : une analyse posthume », *Spartacist* [édition anglaise] n° 25 (été 1978). Dans sa présentation « de l'homme socialiste », Deutscher abordait de nombreuses questions auxquelles ne pense *pas du tout* la génération postsoviétique de militants de gauche.

Encore sur Huntington contre Fukuyama

Au début, mes réflexions sur la « mort du communisme » et la situation idéologique du monde postsoviétique se sont surtout développées lors de discussions informelles avec Norden entre 1991 et 1996, lorsqu'il a quitté notre organisation. Comme je l'ai noté plus tôt, Norden pensait que la « mort du communisme » était principalement une expression du triomphalisme impérialiste américain. Et donc il a souvent associé ce terme à la formule du « nouvel ordre mondial » que George Bush avait proclamé à l'époque de la guerre du Golfe de 1991 contre l'Irak. Norden croyait que si la majorité de la direction de notre tendance reconnaissait que le caractère de la période postsoviétique était marqué par une régression historique du niveau de conscience politique de la classe ouvrière au niveau mondial, c'était une capitulation devant les pressions du triomphalisme impérialiste américain.

Dans sa façon d'aborder cette question, Norden était influencé par les positions d'un intellectuel de droite (alors néoconservateur) américain, Francis Fukuyama, qui déclara que l'effondrement du bloc soviétique marquait la « fin de

l'histoire ». Une version ultra-simplifiée de la thèse de Fukuyama sur la « *fin de l'histoire* » s'est largement répandue dans ce que l'on peut appeler le public américain instruit, le genre de personnes qui s'abonnent à la *New York Review of Books* et lisent à l'occasion *Foreign Affairs*. Je ne sais pas si Norden a vraiment lu Fukuyama. Je l'ai fait, et j'ai aussi lu ceux des idéologues bourgeois américains de centre-droit, dont Samuel P. Huntington et Zbigniew Brzezinski, qui étaient fortement en désaccord avec Fukuyama et sa vision idyllique du monde postsoviétique. Je reviens sur ce débat parce qu'il est utile pour comprendre le rapport entre la « mort du communisme » et les différents courants de l'idéologie bourgeoise postsoviétique, particulièrement (mais pas seulement) dans les pays capitalistes occidentaux.

Fukuyama a repris l'expression et le concept de « *fin de l'histoire* » du philosophe allemand Georg Hegel. Hegel avait utilisé cette expression pour décrire les conséquences historiques mondiales de la bataille d'Iéna, en 1806, lors de laquelle l'armée de la France napoléonienne avait vaincu le royaume de Prusse. Par la suite les Français occupèrent et gouvernèrent l'ouest et le sud de l'Allemagne. Hegel faisait partie des quelques intellectuels allemands en vue qui soutenaient et collaboraient avec le régime de Napoléon, qu'il considérait comme historiquement progressiste.

Le concept hégélien de la « *fin de l'histoire* » avait une composante négative et une composante positive. La composante négative était que l'idéologie dominante dans l'Europe féodale en déclin – la monarchie absolue sanctifiée et soutenue par les Eglises chrétiennes – avait perdu sa capacité à façonner le cours futur de l'histoire. La composante positive était que les principes libérateurs de la Révolution française tels que Hegel les concevait (représentés pour lui par Napoléon) étaient devenus hégémoniques dans le domaine des idées, et qu'à la longue un nouvel ordre socio-politique serait établi dans toute l'Europe, en conformité avec le nouveau *zeitgeist* (esprit du temps).

De la même manière, la version de Fukuyama de la « *fin de l'histoire* » avait des composantes négative et positive. La composante négative était, bien sûr, la « mort du communisme » :

« Même si le pouvoir communiste persiste dans le monde, il a cessé de refléter une idée dynamique et attirante. Ceux qui s'appellent encore "communistes" eux-mêmes se trouvent maintenant mener des combats d'arrière-garde pour conserver quelque chose de leur ancien pouvoir et leurs anciennes positions. Les communistes se retrouvent à présent dans la situation peu agréable d'avoir à défendre un ordre social vieilli et réactionnaire, depuis longtemps dépassé, comme ces monarchistes arriérés qui ont réussi à survivre au XX^e siècle. »

– *la Fin de l'histoire et le dernier homme* (1992)

Fukuyama exprimait ici un argument commun à toutes les idéologies bourgeoises postsoviétiques.

Ce sont les conclusions positives qu'il avait tirées de l'effondrement du bloc de l'Est qui étaient l'axe central de sa thèse sur la « *fin de l'histoire* ». Il soutenait que les valeurs socioculturelles et les institutions politiques et économiques correspondantes du monde capitaliste occidental pouvaient l'emporter à l'échelle mondiale :

« C'est dans le cadre de ce décor que le caractère mondial de la révolution libérale actuelle prend une importance significative. Cela constitue en effet un témoignage supplémentaire qu'un processus fondamental est à l'œuvre, qui impose un schéma d'évolution commun à *toutes* les sociétés humaines, en bref, quelque chose comme une Histoire universelle de l'humanité dans le sens de la démocratie libérale. [...] »

« Si nous en sommes à présent au point de ne pouvoir imaginer un monde substantiellement différent du nôtre, dans lequel aucun indice ne nous montre la possibilité d'une amélioration fondamentale de notre ordre courant, alors il nous faut prendre en considération la possibilité que l'Histoire elle-même puisse être à sa fin » (souligné dans l'original).

L'idée de Fukuyama d'une « *révolution libérale* », universellement triomphante a été violemment critiquée par certains intellectuels en vue, porte-parole de l'impérialisme américain. Son principal adversaire était Samuel P. Huntington, qui opposait à la « *fin de l'histoire* » de Fukuyama sa propre thèse sur le « *choc des civilisations* ». Se référant spécifiquement à Fukuyama, il fit ce commentaire méprisant : « *L'euphorie qui a suivi la fin de la guerre froide a engendré l'illusion d'une "harmonie"* » (*Le Choc des civilisations*, 1996). Il est certain que Huntington était d'accord avec Fukuyama qu'il n'y aurait plus jamais d'Etats puissants ou d'organisation politique internationale ayant un soutien de masse et prétendant représenter une alternative *universelle*, comme le communisme, au capitalisme de type occidental et à la « démocratie ». Mais il soutenait que beaucoup de pays dans le monde – en particulier la Russie, l'Orient islamique et la Chine – seraient dominés par des gouvernements anti-occidentaux et par des mouvements politiques basés sur des valeurs et traditions nationales et religio-culturelles :

« Dans ce monde nouveau les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, entre groupes définis selon des critères économiques, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles. [...] »

« L'Occident est et restera des années encore à venir la civilisation la plus puissante. Cependant, sa puissance relative par rapport aux autres civilisations décline. Tandis qu'il essaie de réaffirmer ses valeurs et de défendre ses intérêts, les sociétés non occidentales sont confrontées à un choix. Certaines tentent d'imiter l'Occident. D'autres, confucéennes ou musulmanes, s'efforcent d'étendre leur puissance militaire et économique pour résister à l'Occident et trouver un équilibre avec lui. L'axe central de la politique mondiale d'après la guerre froide est ainsi l'interaction entre, d'une part, la puissance et la culture de l'Occident, et, d'autre part, la puissance et la culture des civilisations non occidentales. »

Le débat Huntington/Fukuyama souligne que nous devons faire la différence entre la croyance en la « mort du communisme », omniprésente et encore actuelle, et le triomphalisme limité et de courte durée de l'impérialisme américain juste après la chute de l'Union soviétique.

En guise de brève conclusion

La question très importante à laquelle nous sommes confrontés peut être formulée de la manière suivante : est-il possible qu'un soulèvement spontané contre un gouvernement de droite, impliquant une partie substantielle de la classe ouvrière, puisse mener à une situation pré-révolutionnaire et même révolutionnaire (c'est-à-dire avec des organes de double pouvoir), alors que la majorité des ouvriers et autres travailleurs n'aspirent pas au socialisme ? Je pense que la réponse est oui. Si nous n'avons *pas* fait l'expérience d'un tel phénomène, nous ne devons pas l'exclure. Pour l'instant, notre tâche première est de propager la vision marxiste du monde, avec l'objectif de recruter un nombre relativement petit d'intellectuels de gauche et d'ouvriers avancés. Pour paraphraser John Maynard Keynes : quand les faits changeront, nos perspectives changeront aussi.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 949, 1^{er} janvier

Mumia est innocent ! Libération immédiate !

La Cour suprême de la mort prononce un verdict contre Mumia Abu-Jamal

Nous publions ci-après un communiqué de presse du 24 janvier du Partisan Defense Committee, organisation sœur aux Etats-Unis du Comité de défense sociale (CDDS). Cette déclaration a été publiée en français sous forme de tract par le CDDS.

* * *

Il est clair que la Cour suprême des Etats-Unis a fait un pas le 19 janvier en direction du lynchage légal de Mumia Abu-Jamal. Elle a cassé le jugement du juge fédéral de district William Yohn qui avait annulé la peine de mort contre Mumia en 2001. Cette décision de Yohn avait été dans un premier temps confirmée par le troisième circuit de la cour d'appel des Etats-Unis. Le nouveau jugement porté par la Cour suprême met en lumière ce que nous avons dit avec insistance : ceux qui veulent lutter pour la libération de Mumia ne doivent faire aucune confiance aux tribunaux qui, à tous les niveaux, se sont acoquinés avec la police et avec l'accusation pour faire exécuter cet homme innocent.

La police et le FBI avaient pris Mumia pour cible à une époque où, adolescent, il était un dirigeant des Black Panthers, et ensuite quand il était journaliste et partisan de l'organisation MOVE et qu'il s'était fait un nom avec ses reportages dénonçant la violence policière et l'oppression raciste. Mumia a été condamné à mort en 1982 suite à une machination grossièrement raciste et politique, ayant été accusé faussement d'avoir tué Daniel Faulkner, un agent de police de Philadelphie. Alors qu'il n'y avait pas la moindre preuve contre lui, on eut recours pour le condamner à une expertise balistique bidon et autres « preuves » forgées de toutes pièces, à des « aveux » concoctés par les flics et le procureur, à l'intimidation systématique des témoins par la police et à une manipulation raciste de la composition du jury. Son procès fut supervisé par Albert Sabo, dit « le juge de la mort », que l'on avait entendu dire qu'il allait aider le procureur à « faire griller le n---e ». Pour s'assurer d'une condamnation à mort, le procureur s'était référé à des déclarations que Mumia avait faites en tant que Black Panther lorsqu'il était âgé de 16 ans.

Depuis ce procès les tribunaux ont rejeté de façon répétée les nombreuses preuves de l'innocence de Mumia, notamment les aveux d'Arnold Beverly que c'était lui, et non Mumia, qui avait tiré sur Faulkner et l'avait tué. Pourtant, Mumia n'est pas un homme brisé ; dans ses éditoriaux depuis le couloir de la mort, il élève sa voix pour les opprimés et les pauvres. Le Partisan Defense Committee, une organisation de défense légale et sociale lutte de classe non sectaire associée



COC Productions

Abolition de la peine de mort raciste !

à la Spartacist League/U.S., appelle les militants syndicaux, ceux qui luttent pour l'abolition de la peine de mort, et tous ceux qui s'opposent à l'injustice raciste, à faire entendre leur voix pour exiger : Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !

La Cour suprême a rendu un verdict calculé de sang-froid contre Mumia. En avril dernier elle a rejeté la requête de Mumia qui soit cassée sa condamnation truquée. En même temps la cour a sursis à statuer sur les arguments du procureur de Pennsylvanie visant à rétablir la peine de mort, qui avait été annulée par le juge Yohn. Cette annulation avait été motivée par le fait que les jurés avaient reçu des instructions défectueuses lors du procès de Mumia. Pour prendre sa décision contre Mumia, la Cour suprême a attendu de réinstaurer d'abord la peine de mort contre Frank Spisak, un néo-nazi de l'Ohio, qui avait été annulée pour des motifs similaires (des instructions défectueuses données aux jurés). En substance, la haute cour a donné au troisième circuit son ordre de route pour

rétablir la peine de mort contre Mumia. Ou alors le troisième circuit pourrait renvoyer le cas à Yohn pour une audience destinée à prendre en considération d'autres requêtes encore en cours de Mumia ou, ce qui est moins probable, à réaffirmer sa première décision.

La Cour suprême a eu le cynisme de lier les cas de Spisak et de Mumia, non pas en dépit de leurs différences manifestes, mais à cause de celles-ci. Spisak est un sociopathe qui a reconnu avoir tué ses victimes et qui ne cachait pas son admiration pour Adolf Hitler. Mumia a toujours affirmé son innocence, et ses éditoriaux remarquables ont été salués et lui ont valu le nom de « la voix des sans-voix ». La Cour suprême manipule consciemment l'horreur que suscitent les crimes du fasciste Spisak pour établir un précédent en vue du meurtre légal de Mumia, un homme dont le seul « crime » était d'avoir tenu tête au pouvoir capitaliste raciste. Mumia a fait à

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris

tél : 01 42 08 01 49 cdds-france@hotmail.fr

www.partisandefense.org

juste titre remarquer dans une interview sur Free Speech Radio News en quoi son cas diffère de celui de Spisak : « *La loi est l'outil de ceux qui ont le pouvoir, donc la manière dont ils utilisent la loi ne dépend pas de cette dernière, elle dépend du pouvoir.* » Le verdict de la Cour suprême va ouvrir une nouvelle série de procédures judiciaires qui pourraient être longues. Mais même si Mumia remporte sa bataille contre l'exécution, l'alternative que lui présentent les tribunaux, c'est la prison à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle, ce qui, comme l'a fait remarquer Mumia dans l'un de ses écrits de prison, « *n'est qu'une mort lente* ».

Le fait que la cour a lié les deux cas montre une nouvelle fois combien la lutte pour la libération de Mumia est inséparable de la lutte pour l'abolition de la peine de mort. Le PDC est contre la peine de mort par principe et partout, pour les coupables comme pour les innocents. Nous n'accordons à aucun Etat le droit de déterminer qui doit vivre et qui doit mourir.

La peine capitale est une relique barbare de codes judiciaires anciens et, aux Etats-Unis, de l'esclavage. Au Moyen Age, ceux qui se mettaient à dos la Couronne et l'Eglise étaient soumis au supplice du chevalet ou envoyés au bûcher. Aujourd'hui, les représentants de la « civilisation » bourgeoise discutent quelle combinaison de drogues létales il faut administrer pour tordre de douleur des prisonniers sanglés sur des lits de mort à roulettes. En menaçant Mumia d'un traitement semblable, les tribunaux en reviennent à l'époque où l'on pouvait torturer et mettre à mort des esclaves noirs parce qu'ils avaient frappé un homme blanc pour se défendre, ou parce qu'ils avaient commis une action considérée comme une menace pour les propriétaires d'esclaves. Le nombre totalement disproportionné de Noirs dans les couloirs de la mort aux Etats-Unis témoigne de l'asservissement raciste de la population noire. Cet asservissement est essentiel à la préservation du capitalisme américain. Et pendant que des juges dans leurs salles lambrissées de chêne décrètent le meurtre légal des pauvres, des minorités et des travailleurs, la police exécute la même sentence à une échelle beaucoup plus grande en descendant en pleine rue les jeunes des ghettos noirs et des quartiers latinos.

La peine de mort est le couronnement de la machinerie de répression qu'utilise la classe minuscule des exploiters capitalistes contre les masses qu'elle exploite et opprime. Le système de la « justice » menace Mumia de la peine suprême qu'il avait utilisée déjà contre d'autres militants considérés comme une menace pour l'« ordre » capitaliste : les martyrs de Haymarket (1877), le militant de l'IWW Joe Hill (1915) et

les travailleurs anarchistes Sacco et Vanzetti (1927), pour n'en nommer que quelques-uns. L'Etat avait débuté une vendetta contre Mumia dans le cadre de la campagne COINTELPRO du FBI, qui avait pour objectif d'éradiquer le Parti des Black Panthers ; 38 Black Panthers ont ainsi été tués, et des centaines d'autres ont été victimes de coups montés et envoyés en prison. J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, avait précisé les intentions du gouvernement en 1968 en lançant cet avertissement : « *Il faut faire comprendre aux jeunes et aux modérés noirs que s'ils succombent aux enseignements révolutionnaires, ils seront des révolutionnaires morts.* »

La cause de Mumia focalise depuis longtemps, et elle doit continuer à le faire, la lutte pour l'abolition de la peine de mort raciste. Ces dernières années le soutien à la peine de mort diminue constamment dans la population, notamment du fait que dans de nombreux cas des expertises ADN ont innocenté des condamnés à mort. Même l'American Law Institute (un institut conservateur dont la Cour suprême avait cité les directives concernant la peine de mort lorsqu'elle avait mis fin en 1976 à un bref moratoire sur les exécutions) a décidé de rompre avec cette pratique horrible après que s'étaient multipliées les révélations sur l'injustice américaine. Cependant, cela n'empêche pas le moins du monde la Cour suprême de pousser à l'exécution de personnes innocentes. A peine six semaines avant le verdict contre Mumia, la cour a refusé de prendre en compte l'appel de Kevin Cooper, un Noir condamné à mort en Californie, malgré les preuves de son innocence et d'une machination policière à grande échelle contre lui. Libérez Kevin Cooper !

Depuis que le PDC a fait suivre la cause de Mumia il y a plus de vingt ans, nous avons soutenu l'usage de toutes les procédures judiciaires auxquelles Mumia pouvait avoir recours, sans toutefois nous faire d'illusions dans les tribunaux ni dans aucun autre organe de l'Etat capitaliste. Nous nous sommes concentrés sur la lutte pour mobiliser la classe ouvrière multiraciale des Etats-Unis et les travailleurs du monde entier. Nous partons du fait que le prolétariat est la seule force dans cette société qui ait la puissance sociale pour remettre réellement en cause le pouvoir capitaliste. Quand Mumia avait fait l'objet d'un ordre d'exécution, l'été 1995, des protestations dans le monde entier, auxquelles participaient des syndicats représentant des centaines de milliers de travailleurs, avaient joué un rôle déterminant pour arrêter la main du bourreau.

De nombreuses organisations comme Socialist Action, le Workers World Party ou le Concerned Family and Friends of Mumia Abu-Jamal ont une politique à l'opposé de cette stratégie lutte de classe. Depuis longtemps ces organisations centrent leurs protestations sur la revendication d'un nouveau procès équitable pour Mumia. Maintenant que s'épuisent les procédures judiciaires d'appel dans lesquelles elles avaient placé leur confiance, elles continuent d'implorer l'Etat capitaliste de rendre la justice en adressant maintenant des pétitions au ministre de la Justice Eric Holder pour qu'il conduise une enquête sur la violation des droits de Mumia lors de son procès truqué, et au président Barack Obama pour qu'il se « prononce contre l'exécution de Mumia Abu-Jamal ».

2010 sauver Mumia !

Le Collectif unitaire national « Ensemble, sauvons Mumia » implore Obama, le commandant en chef de l'impérialisme américain, pour qu'il intervienne pour Mumia.

Mumia est en danger de mort

Barack Obama laissera-t-il bafouer si gravement les droits humains et les lois de son propre pays ? L'heure n'est-elle pas venue pour les États-Unis de tourner la page du crime d'Etat qu'est la peine de mort comme l'y invite les résolutions de l'ONU appelant à un moratoire universel ? Deux questions fondamentales qui interpellent directement le Président Obama.



Barack Obama laissera-t-il bafouer si gravement les droits humains et les lois de son propre pays ? L'heure n'est-elle pas venue pour les États-Unis de tourner la page du crime d'Etat qu'est la peine de mort comme l'y invite les résolutions de l'ONU appelant à un moratoire universel ? Deux questions fondamentales qui interpellent directement le Président Obama.

Ces appels obséquieux au flic numéro un et au commandant en chef impérialiste de l'Amérique constituent un réquisitoire accablant contre les croyances de la gauche dans la « démocratie » du pouvoir de classe capitaliste. Le Minis-

tère de la Justice de Holder a récemment jeté en prison Lynne Stewart, une avocate de gauche dont il menace de prolonger la sentence de 28 années supplémentaires parce qu'elle avait vigoureusement défendu son client accusé d'activités terroristes. Lors de sa campagne électorale pour la Maison Blanche, Obama avait ouvertement déclaré qu'il soutient la peine de mort, y compris lors d'une interview avec le journaliste d'extrême droite Michael Smerconish, l'un des partisans les plus bruyants de l'exécution de Mumia.

Après huit années du méprisable régime de Bush, Obama a pris ses fonctions pour offrir un lifting à l'impérialisme US gorgé de sang. La gauche réformiste renforce l'illusion qu'Obama représente le « changement » en se mettant à la remorque de la bureaucratie syndicale. Celle-ci a pour programme de chercher des « amis » dans les partis et organes étatiques de l'ennemi de classe capitaliste, ce qui a gravement compromis la capacité de lutte du mouvement ouvrier. Pendant ce temps l'armée US continue de déverser la mort sur

l'Irak et l'Afghanistan ; les prisonniers de l'énorme complexe pénitentiaire américain ou des prisons militaires de Bagram et de Guantánamo continuent de se faire brutaliser et torturer et les banquiers touchent des milliards de dollars en plans de sauvetage pendant que les travailleurs perdent leur travail et leur maison.

Pour que la lutte pour la libération de Mumia, comme toutes les luttes contre l'oppression et les privations sociales, arrive à quelque chose, il faut avoir une idée claire des forces de classe en présence. Ne nous y trompons pas : en exigeant que coule le sang de Mumia, les forces de l'« ordre » bourgeois envoient un message à tous ceux qui veulent lutter contre l'exploitation, l'oppression et la guerre impérialiste : ils sont eux aussi dans le collimateur de l'Etat. Pour lutter vraiment pour la libération de Mumia, il faut commencer par une opposition de classe au pouvoir capitaliste qui a enfermé cet homme innocent pendant plus de la moitié de sa vie. **Libération immédiate de Mumia !**

Martinique...

Suite de la page 6

l'influence de Combat ouvrier est notoire. Le président du K5F, Philippe Pierre-Charles, est dirigeant et membre fondateur du Groupe révolution socialiste (GRS) proche du Nouveau parti anticapitaliste. Le GRS a ouvertement appelé à voter pour l'article 74, mais « sans illusions », c'est-à-dire à voter pour cette imposture coloniale en sachant parfaitement que cela va à l'encontre des intérêts des travailleurs et des pauvres. Le soutien qu'ont donné CO et Cie à la mascarade du référendum a servi à donner du crédit aux « réformes » de Sarkozy et aux efforts de celui-ci pour repeindre la devanture de la domination coloniale française.

Vu la défaite écrasante du camp du « oui » lors du référendum du 10 janvier, CO a cherché à prendre ses distances avec sa position initiale de « solidarité » avec les travailleurs imaginaires qui « aient désiré de faire passer ce changement de statut 74 » ; ils ont prétendu dans un communiqué diffusé dans *Lutte Ouvrière* du 15 janvier (mais pas dans *Combat Ouvrier*...) :

« Nous, Combat Ouvrier, n'avons donné aucune consigne de vote, car nous ne voulions pas cautionner les actes passés, présents ou futurs de politiciens qui se moquent bien des intérêts et des aspirations des travailleurs. Cette consultation était un faux choix ! »

Cette capitulation devant le nationalisme petit-bourgeois n'est aucunement nouvelle pour CO. En Guadeloupe ils font partie du LKP au nom du « tous ensemble ». Cette organisation est une coalition front-populiste combative, incluant le mouvement ouvrier mais aussi toute une série d'organisations nationalistes et culturelles petites-bourgeoises. Au fond, le LKP représente le programme du nationalisme bourgeois. Sa nature front-populiste est déterminée non seulement par les organisations qui en font partie mais aussi au niveau de son programme. Par exemple, parmi les 149 revendications du LKP mises en avant lors des grèves de l'année dernière, nombre d'entre elles étaient soutenables, y compris l'augmentation de 200 euros pour tous les bas salaires et les minima sociaux, ainsi que les revendications pour un vaste programme de construction de logements sociaux et un véritable service de transports publics. Cependant, beaucoup d'autres revendications, comme la priorité à donner aux capitalistes locaux par rapport aux autres (« *Priorité et facilité*

d'accès au marché et aux aides publiques pour les entreprises Guadeloupéennes ») soulignent la nature nationaliste bourgeoise du bloc, qui s'adresse au : « *peuple de Guadeloupe, ouvriers, paysans, artisans, retraités, chômeurs, entrepreneurs, jeunes* » (souligné par nous).

En France le parti révolutionnaire a pour tâche de rassembler les travailleurs aux côtés des nations opprimées et pour le droit de celles-ci à l'autodétermination. En Guadeloupe et en Martinique, la tâche cruciale est de briser l'emprise de la fausse conscience nationaliste. Le fait que CO participe au LKP et au Collectif du 5 février dont il forme l'élément d'« extrême gauche » va exactement dans le sens opposé : CO donne une couverture de gauche au nationalisme petit-bourgeois. En France LO applaudit sans la moindre critique le travail de CO dans le LKP, le K5F, etc. ; mais la collaboration de classes de LO en France est tout aussi criminelle, comme par exemple l'appel à la classe ouvrière pour qu'elle vote Ségolène Royal en 2007 (« sans illusions », bien entendu), ou sa participation à des majorités municipales au côté du PCF mais aussi d'écologistes, alternatifs, chevènementistes et autres pour administrer localement l'austérité capitaliste. Ils font ainsi obstruction à l'indépendance de classe et à la conscience révolutionnaire qui sont indispensables pour lutter pour une révolution socialiste et en finir avec le joug colonial et l'héritage de l'esclavage dans les Caraïbes.

Le Bolchévik
n° 187, mars 2009

« La grève générale secoue les colonies françaises »

0,80 €

Commande:
Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10



Besancenot et la Françafrique

Le NPA social-démocrate soutient le coup d'Etat militaire au Niger

Le 18 février avait lieu un coup d'Etat militaire au Niger, l'un des pays les plus pauvres du monde. Ce pays enclavé du Sahel possède d'importantes mines d'uranium, exploitées depuis 40 ans par le groupe français Areva (et ses prédecesseurs), qui tire du Niger près de la moitié de l'uranium qu'il extrait chaque année. L'uranium est un métal d'importance stratégique particulièrement pour l'impérialisme français avec ses centrales nucléaires – et ses bombes atomiques. Le pays, dont de Gaulle avait organisé l'indépendance en 1960, reste étroitement enfermé dans le « pré carré » néo-colonial français, la Françafrique dont Sarkozy et le président du Gabon Ali Bongo, fils d'Omar qui avait déjà régné pendant 42 ans, viennent de déclarer officiellement qu'elle est « *révolue* ».

Il se trouve que le président de l'Etat capitaliste nigérien, Mamadou Tandja, avait eu l'audace de vouloir renégocier les prix avec Areva, et qu'il a cherché à s'appuyer sur l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois comme contre-poids à l'impérialisme français. Voilà un crime autrement plus grave aux yeux de l'impérialisme français que la liquidation physique de quelques opposants ou la dissolution du parlement : Tandja aurait été mis au cachot quelque part dans un camp militaire.

S'il y a du nouveau en Françafrique, ce n'est pas tant que Tandja ne s'est pas retrouvé immédiatement troué de balles. C'est que, surtout, il y a maintenant en France une organisation social-démocrate, qui se proclamait autrefois d'« extrême gauche », voire même « trotskyste », pour soutenir le coup d'Etat militaire qui a déposé Tandja. Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot vient en effet de publier un article (*Tout est à nous*, 25 février) qui commence dès le titre à blâmer Tandja pour ce qui lui arrive (« Niger – Contrecoup d'Etat »), le vilain ayant antidémocratiquement dissous le parlement et prorogé son propre mandat par un plébiscite bidon. *Tout est à nous* poursuit : « *les agissements du président avaient été condamnés par la Communauté internationale [...] et qualifiés par beaucoup de coup d'Etat constitutionnel* ». La « Communauté internationale » (avec majuscule) c'est le nom que donne apparemment maintenant le NPA à l'impérialisme français, son gouvernement Sarkozy/Kouchner et ses alliés. Malgré les ordres de la « Communauté internationale », Tandja, récalcitrant, « *voulait maintenir la VI^e République (instaurée de façon autocratique)* », d'après le NPA, qui dénonce à la suite « *ces manœuvres de Tandja pour se maintenir au pouvoir et son entêtement visible à bloquer les négociations avec l'opposition* ».

Et le NPA de saluer alors l'intervention militaire, donnant des conseils au Quai d'Orsay et au nouveau dictateur, Salou Djibo, qui déclare vouloir organiser des élections et préparer une nouvelle Constitution : « *Certains observateurs considéraient ce putsch comme une possibilité de mettre fin à une dérive autocratique [...]. Si le but du coup d'Etat était de débarrasser le pays de la dictature, qu'ils aillent jusqu'au*



AFP

La nouvelle junte militaire au pouvoir au Niger

bout et qu'ils ne se laissent pas atteindre par le vertige du pouvoir comme en Guinée, au Tchad, au Togo.... » Et ils continuent : « *Confrontés [sic] à une famine qui s'annonce, à l'abandon des populations locales (notamment touarègues) et à la malédiction que représentent ses riches sous-sols, le Niger doit profiter de ce retournement de situation. Pour cela, il faut le laisser faire et abandonner définitivement le discours manichéen du silence ou de l'ingérence.* »

Pour le NPA, la « malédiction » qui frappe le Niger n'est pas le joug de l'impérialisme français, mais la richesse de ses sous-sols ! Aussi obscènement pro-impérialistes que soient ces déclarations, il ne faut pas s'attendre à ce qu'elles suscitent de l'indignation dans les rangs du NPA. Le NPA est une organisation profondément social-démocrate, et en tant que telle, elle s'appuie sur la bureaucratie syndicale et l'aristocratie ouvrière (et aussi, de façon marquée pour le NPA, la petite bourgeoisie bohème) achetées par les impérialistes. Ceux-ci puisent notamment pour cela précisément dans les surprofits qu'ils tirent de la rente coloniale et néocoloniale, comme le pillage du Niger depuis plus de 100 ans. Comme l'expliquait Lénine en 1915 dans *le Socialisme et la guerre* :

« La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur "droit" aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par "leur" bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc. »

L'argument massue du NPA pour se mettre au garde-à-vous derrière sa propre bourgeoisie, c'est la question de la « démocratie ». C'est au nom de la lutte pour la « démocratie » que le

Suite page 22

Afrique du Sud...

Suite de la page 2

Engels. Résumant les leçons de la Commune de Paris de 1871, les fondateurs du socialisme scientifique affirmaient que « *la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* » (*la Guerre civile en France, 1871*). L'Etat capitaliste doit être brisé par une révolution socialiste et remplacé par un Etat ouvrier – la dictature du prolétariat.

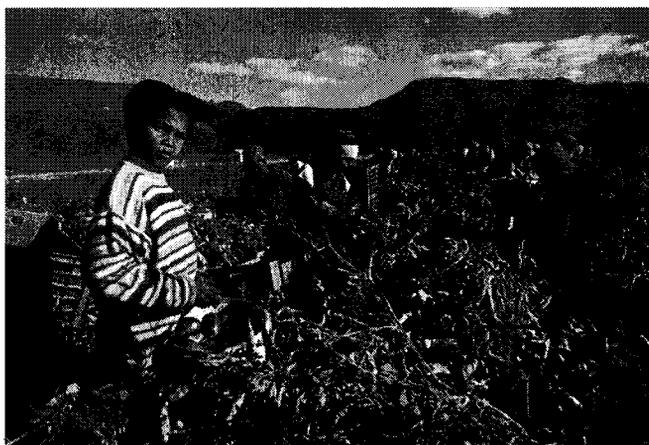
Sur la base de ces fondements de la conception marxiste, SSA lutte pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, qui expropriera les sangsues capitalistes et bâtira une société où la richesse créée par le travail sera utilisée au bénéfice de tous. La transformation socialiste, s'étendant à toute l'Afrique australe, dépendra avant tout de la victoire de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes – les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Japon – où les travailleurs sont impitoyablement exploités et, dans des périodes comme la crise économique actuelle, jetés au rebut. Il faudra une économie planifiée socialiste internationale, basée sur le plus haut niveau de la technologie, pour arracher les masses urbaines et rurales à la pauvreté et à l'arriération et pour créer une société sans classes d'abondance matérielle – le début de la société communiste.

Nationalisme et collaboration de classes

Conditions sordides dans les townships noirs et métisses ; salaires de misère pour les ouvriers d'usines, les mineurs, les enseignants et les employés municipaux ; prisons remplies à craquer de jeunes Noirs et Métis, augmentation constante des morts en garde à vue ; négligence criminelle de la santé publique en pleine pandémie du sida tandis que d'autres maladies sévissent : tout cela montre que les aspirations des masses à l'égalité sociale et à une vie décente n'ont même pas commencé à être satisfaites. Un spécialiste de l'éducation à la Banque de développement d'Afrique australe a révélé un indicateur saisissant de la persistance de profondes inégalités raciales : alors qu'un enfant blanc sur dix obtient une mention A [le niveau le plus élevé] à l'examen de fin d'études secondaires, la proportion est de *un sur mille* pour les élèves noirs. Comme pour mieux souligner que les Noirs continuent d'être considérés comme des citoyens de seconde classe, le nouveau président de l'Université de l'Etat libre d'Orange a accordé son pardon aux « quatre de Reitz » et les a invités à retourner à l'université, ceci étant présenté de façon scandaleuse comme un acte de « réconciliation raciale ». Ces quatre étudiants racistes blancs avaient été exclus de l'université l'année dernière après le scandale provoqué par la diffusion d'une vidéo qu'ils avaient tournée et où des ouvriers noirs de l'université subissaient diverses formes d'humiliation, comme de devoir ingérer des aliments arrosés d'urine, tout ceci dans le cadre d'une campagne raciste contre l'intégration raciale des résidences universitaires.

La libération nationale de la majorité opprimée est inséparable de l'émancipation de la classe ouvrière, noire dans son immense majorité, des chaînes de l'exploitation capitaliste. Le prolétariat, qui peut stopper le flot des profits capitalistes en arrêtant de fournir sa force de travail, a la puissance sociale nécessaire pour prendre la direction des chômeurs et des pauvres des villes et des campagnes et renverser le système meurtrier du profit capitaliste.

Une condition nécessaire pour mener cette lutte révolutionnaire est l'indépendance politique de la classe ouvrière



Gideon Mendel

Ouvriers agricoles saisonniers métis dans la province du Cap occidental, avril 2007. Sous le capitalisme de néo-apartheid, les masses noires et métisses vivent dans la pauvreté.

par rapport à la bourgeoisie. C'est parce que nous luttons pour ce principe marxiste fondamental que nous disons que l'Alliance tripartite doit être brisée selon des lignes de fracture *de classe*. L'Alliance tripartite est un front populaire nationaliste – la variante sud-africaine d'une coalition gouvernementale qui lie un parti ouvrier réformiste à la bourgeoisie. Les chefs du SACP et du COSATU perpétuent l'illusion que les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie peuvent être exprimés dans un programme commun, comme la « révolution nationale démocratique ». C'est l'essence de leur politique de collaboration de classes. En fait, les intérêts de classe des exploités sont inconciliablement opposés à ceux de leurs exploités.

Dans les débuts de la « nouvelle Afrique du Sud », dire la vérité sur la nature de classe bourgeoisie de l'ANC c'était prendre le risque d'un affrontement violent. Après 15 ans de capitalisme de néo-apartheid, beaucoup de militants ouvriers – y compris au sein du SACP – reconnaissent maintenant que l'ANC est un parti bourgeois. La question décisive, c'est quelles conclusions on en tire en termes de programme. Certains dissidents réformistes utilisent cela pour argumenter que le SACP devrait adopter une posture plus « indépendante », afin d'augmenter son influence au sein de l'Alliance tripartite. Ce faisant ils donnent une couverture « de gauche » à la perpétuation de la subordination de la classe ouvrière à ses exploités capitalistes dans le cadre du front populaire nationaliste. Ceci va à l'encontre du programme d'indépendance de classe des travailleurs par rapport à la bourgeoisie et à ses partis, qui veut dire reconnaître que l'ANC est un parti de l'ennemi de classe. Nous cherchons à gagner les ouvriers politiquement avancés à ce programme et à sa compréhension, ce qui est nécessaire pour les armer politiquement afin de combattre les trahisons des chefs du SACP et du COSATU.

Le rôle plus direct que les dirigeants du SACP jouent dans le gouvernement Zuma provoque un mécontentement croissant parmi la base du parti. Beaucoup parmi eux sont furieux que Blade Nzimande ait accepté le poste de ministre de l'Enseignement supérieur, en violation flagrante des statuts du SACP qui stipulent que le secrétaire général du parti doit être un permanent à plein temps du SACP. (Bien sûr, des dirigeants de premier plan du SACP ont occupé sans discontinuer des postes ministériels dans les gouvernements de l'ANC depuis que feu Joe Slovo était ministre du Logement sous Mandela.) On s'est aussi beaucoup gaussé de la BMW à 1,1 million de rands de Nzimande, considérée par beaucoup

comme révélatrice de l'hypocrisie des dirigeants du SACP quand ils dénoncent la corruption des ministres.

Le SACP est un exemple de ce que Lénine dirigeant révolutionnaire, appelait un parti ouvrier-bourgeois, avec une base ouvrière mais une direction et un programme procapitalistes. Un parti ouvrier révolutionnaire se construira dans une bataille politique contre le SACP et d'autres organisations réformistes, dont les meilleurs éléments doivent être arrachés à leurs directions traîtres et gagnés au programme léniniste-trotskyiste. Nous luttons pour forger un parti sur le modèle du Parti bolchévique qui, sous la direction de Lénine et de Léon Trotsky, a conduit les travailleurs de Russie au pouvoir dans la Révolution d'octobre 1917. En Afrique du Sud, un tel parti ne pourra être construit qu'indépendamment de l'ANC – une formation bourgeoise – et *en opposition à lui*. Ceci requiert une bataille frontale contre l'idéologie nationaliste qui maintient soudée l'Alliance, et qui constitue le principal obstacle pour gagner les ouvriers politiquement avancés à une vision du monde marxiste.

Le nationalisme est une idéologie bourgeoise qui cache la division de classe fondamentale de la société en prêchant des intérêts communs à tous ceux qui étaient opprimés sous le régime blanc raciste de l'apartheid. De ce fait, tout le monde, depuis les ministres qui s'en mettent plein les poches jusqu'aux mères noires qui dans les villages délabrés ont du mal à trouver à manger pour leur famille, est censé être uni dans la « grande famille » de l'ANC, que le SACP présente de façon mensongère comme le parti de la libération nationale.

En Afrique du Sud, où la classe capitaliste est blanche (avec maintenant une poignée de représentants des autres communautés) et la classe ouvrière noire dans son écrasante

majorité, les divisions de classe sont considérablement déformées par le prisme coloré de la race. Le SACP utilise cette caractéristique historique de la société sud-africaine pour justifier ouvertement et sans vergogne son alliance de front populaire avec l'ANC. Une manifestation de la confusion entre race et classe entretenue par le nationalisme est le fait que beaucoup de gens assimilent à tort tous les pauvres et les opprimés – des chômeurs des townships aux petits commerçants – à la classe ouvrière, qui est définie par le rôle clé qu'elle joue dans le processus de production.

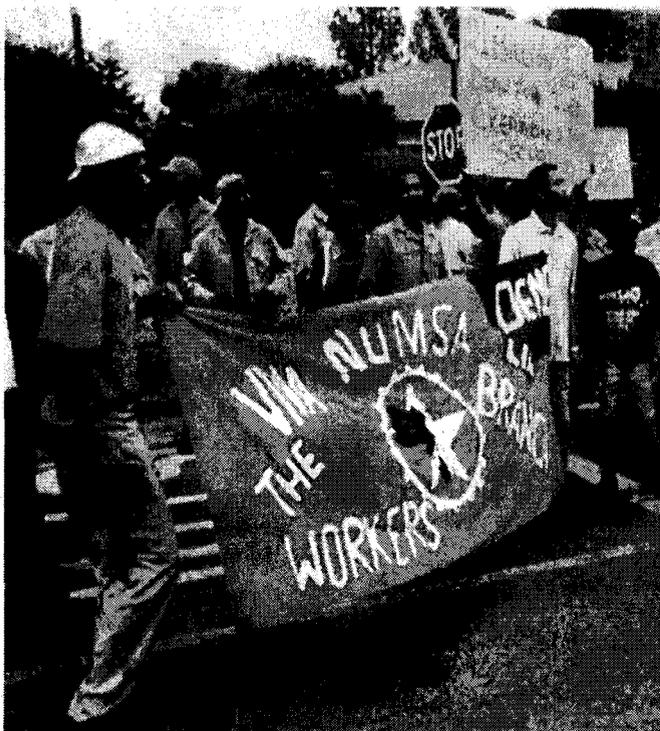
Le plus dangereux, c'est la manière dont la gauche réformiste considère les flics, qui sont pour elle des travailleurs comme les autres. Sous l'apartheid, les flics noirs étaient haïs, parce qu'on considérait, à juste titre, qu'ils étaient au service de l'opresseur. Mais les apologistes de l'Alliance disent que sous le gouvernement « démocratique » de l'ANC, la police est au service du peuple. Donc un flic blanc est peut-être toujours un Boer raciste, mais un flic noir est notre « camarade ». Entre-temps, l'un et l'autre attaquent les grèves et tirent avec des balles en caoutchouc sur les habitants des townships ou les étudiants qui manifestent.

Le débat sur la race

Sur fond de grèves et de luttes dans les townships, l'Alliance tripartite a vu les divisions au sommet s'exacerber, principalement entre des éléments de l'aile droite de l'ANC et le bloc SACP/COSATU. L'ancien chef des services secrets Billy Masetlha a condamné l'influence croissante des dirigeants du SACP et du COSATU au sommet de l'ANC. S'exprimant dans une perspective bourgeoise, il a souligné à juste titre dans le *Mail & Guardian* (9 octobre 2009) que l'ANC « n'a pas été fondé sur un programme socialiste ». Un peu auparavant, Julius Malema, le dirigeant de l'ANCYL, l'organisation de jeunesse de l'ANC, avait cherché à tirer profit du malaise parmi la base du SACP en qualifiant Blade Nzimande de dirigeant ouvrier bidon. Il a aussi cherché plusieurs fois à caresser la base plébéienne de l'ANC dans le sens du poil en évoquant la persistance des privilèges des Blancs, déclenchant ainsi un grand débat sur la question raciale en Afrique du Sud.

Malema se fait, pour l'essentiel, le porte-parole des intérêts de la bourgeoisie noire émergente. En même temps qu'il se répand en démagogie réactionnaire sur les questions de sexe, sous prétexte de combattre les concepts « impérialistes », il se plaint que le gouvernement Zuma donne à des Blancs, des Métis et des Indiens des portefeuilles économiques clés. Sans nommer personne, un document rédigé pour le comité central du SACP en préparation du prochain congrès d'orientation du parti a répondu en critiquant une « nouvelle tendance anti-gauche » dans l'ANC qui épouse « une idéologie "africainiste" étroite ».

Malgré les différences de discours et (parfois) de tactique, les deux côtés adhèrent au nationalisme de l'ANC. Pour le SACP et le courant dominant dans l'ANC, ceci est enveloppé dans la doctrine du « non-racialisme », un concept vague défini principalement par opposition aux droits de citoyenneté et de propriété réservés sur une base raciale qui avaient force de loi sous le dominion britannique et le régime de l'apartheid. Comme l'expliquait Govan Mbeki, un dirigeant historique du SACP et de l'ANC : « L'ANC lutte pour former un seul peuple, qui sera représenté dans un seul parlement dans un seul pays [...]. L'ANC cherche à forger une seule nation, à construire une démocratie non raciale dans un Etat unitaire » (cité par Michael MacDonald, *Why Race Matters in*



Robert Botha

Janvier 2000 : plus de 4 000 ouvriers à l'usine Volkswagen près de Port Elizabeth déclenchent une grève sauvage en défense de délégués du syndicat de la métallurgie NUMSA mis à pied ; la bureaucratie du NUMSA, contrôlée par le SACP, s'est mobilisée pour briser la grève. Plus de 1 300 ouvriers ont été licenciés, et 200 flics en armes ont occupé les townships avoisinantes pour réprimer toute résistance.



17 novembre 2009 : Immigrés zimbabwéens près de De Doorns (Cap occidental), chassés de leur logement par des attaques anti-immigrés.

South Africa [Pourquoi la race est importante en Afrique du Sud], 2006).

Le « non-racialisme » défend l'idée que la libération nationale et l'égalité sociale pour l'immense majorité de la population sud-africaine peuvent être réalisées sous le capitalisme. La banqueroute de cette perspective est démontrée quotidiennement et en toutes choses. La triste vérité, c'est que 15 ans après la fin de l'apartheid, **les Blancs – rejoints par une poignée de Noirs – sont toujours en haut de l'échelle, et les masses noires en bas.** Le « non-racialisme » est une feuille de vigne qui dissimule de plus en plus difficilement l'ordre capitaliste de néo-apartheid administré par le gouvernement de l'Alliance tripartite.

La perpétuation de « l'inégalité racialisée », pour reprendre la délicate formule du document du SACP, n'est pas due au prétendu « projet de classe de 1996 » qu'il invoque afin d'imputer la responsabilité de la misère des masses au camp de Thabo Mbeki. En réalité, le « projet de classe » a commencé en 1912, quand l'ANC a été fondé par des chefs tribaux et d'autres membres de l'élite noire. L'ANC a toujours représenté les intérêts de la bourgeoisie arriviste noire, même si jusqu'à une période récente il n'existait pas de couche significative de capitalistes noirs. Quand l'ANC, en 1994, a réalisé son aspiration à partager le pouvoir avec la classe dirigeante blanche, c'était l'aboutissement logique de son programme.

Un facteur clé qui a joué dans l'accord négocié avec le gouvernement de l'apartheid a été la disparition de l'Union soviétique, un Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré qui avait été le principal soutien de l'ANC et du SACP sur l'arène internationale, et qui avait soutenu militairement leurs actions

de guérilla, largement symboliques, contre l'Etat de l'apartheid. Avec la fin de la guerre froide, l'ANC/SACP est rapidement arrivé à un accord avec l'impérialisme occidental et son partenaire subalterne sud-africain. Nelson Mandela lui-même a donné aux capitalistes l'assurance qu'un régime dirigé par l'ANC défendrait la propriété privée. En 1990, avant même l'arrivée au pouvoir de l'ANC, le SACP avait envoyé son dirigeant Joe Slovo, et Moses Mayekiso, le chef du syndicat de la métallurgie NUMSA, briser une grève d'ouvriers de Mercedes-Benz qui occupaient leur usine d'East London. Une fois au pouvoir, l'Alliance tripartite a imposé l'austérité et a continué à briser des grèves, de la grève des infirmières de 1995 à la courageuse grève des médecins hospitaliers cette année en passant par la grève de Volkswagen de 2000.

Le devoir élémentaire des marxistes était de défendre l'ANC, le Pan Africanist Congress et l'Azanian People's Organisation contre la répression meurtrière de l'apartheid. En même temps, les marxistes authentiques ne donnent aucun soutien *politique* à ce type de partis petits-bourgeois et bourgeois. Après les élections de 1994, au moment où Nelson Mandela est devenu le premier président noir de l'Afrique du Sud, la LCI déclarait : « *Le mouvement nationaliste dirigé par l'ANC ne peut apporter aucun semblant de "libération" pour les masses non blanches, car il s'est engagé à préserver le capitalisme sud-africain, lequel a toujours été basé sur l'exploitation brutale des travailleurs noirs* » (« La poudrière sud-africaine », *Black History and the Class Struggle* n° 12, février 1995).

A toutes les formes de nationalisme, nous opposons la lutte pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, partie intégrante d'une fédération socialiste d'Afrique australe. Il faudra un gouvernement ouvrier centré sur la majorité noire pour briser le pouvoir des « randlords », les maîtres du capital sud-africain, exproprier la propriété capitaliste et commencer la reconstruction socialiste de la société, ce qui ouvrira enfin la voie à la libération des masses non blanches. Un tel gouvernement ne sera pas basé sur l'exclusion raciale, mais unira les nombreux groupes noirs à base tribale ou linguistique, au côté des populations métisses et indiennes, tout en donnant toute leur place et les pleins droits démocratiques à ceux parmi les Blancs qui accepteront un gouvernement centré sur les travailleurs noirs et qui participeront à la construction d'une société basée sur l'égalité authentique.

Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs est une application de la perspective de la révolution permanente de Léon Trotsky. Celui-ci expliquait que dans le monde colonial et néocolonial, où le capitalisme a connu un développement retardataire, les tâches démocratiques bourgeoises associées aux révolutions bourgeoises des XVII^e et XVIII^e siècles ne peuvent être réalisées que par la révolution prolétarienne. Des logements décents pour les millions d'habitants des townships, des camps de squatters et des villages, l'électricité et l'eau pour toute la population, une éducation gratuite et de qualité, l'éradication de la *lobola* (le prix de l'épousée) et des autres pratiques patriarcales traditionnelles qui oppriment les femmes : ces mesures terriblement nécessaires exigent la transformation socialiste de l'économie et de la société sous la dictature du prolétariat, luttant pour une révolution socialiste au niveau international.

Comme l'expliquait Trotsky dans une lettre d'avril 1935 adressée à ses camarades sud-africains : « *Dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, et assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur*

nombre, la révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. » Il ajoutait :

« L'instrument historique de l'émancipation nationale ne peut être que la lutte de classes. L'Internationale communiste, depuis 1924, a transformé le processus d'"émancipation nationale" des peuples coloniaux en une abstraction démocratique creuse, élevée au-dessus de la réalité des rapports de classes. Pour lutter contre l'oppression nationale, les différentes classes s'affranchissent – pour un temps – de leurs intérêts matériels et deviennent de simples forces "anti-impérialistes". »

Sous la direction du Comintern stalinisé, les ancêtres du SACP ont adopté le dogme de la « révolution par étapes », qu'ils ont traduit en une « révolution nationale démocratique » censée se « développer » en révolution socialiste. Le schéma « par étapes » demande aux travailleurs et aux opprimés de subordonner leurs intérêts à ceux de la bourgeoisie « progressiste » dans la première étape de la révolution, tandis que la deuxième étape – le socialisme – est renvoyée aux calendes grecques. En fait, la deuxième étape n'arrive jamais. Depuis la Chine en 1925-1927 jusqu'à l'Indonésie en 1965, la « première étape » s'est terminée par le massacre des communistes et des ouvriers et paysans combattifs. En Afrique du Sud, elle signifie la subordination du SACP à l'ANC. Le seul « développement » auquel nous avons assisté, ce sont des « communistes » et des dirigeants syndicaux haut placés qui sont devenus des millionnaires.

La gauche et la « construction de la nation »

En mettant à nouveau au premier plan le mot d'ordre de gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, nous notons que Spartacist South Africa, à tort, avait cessé de l'utiliser après 2001. Comme nous l'écrivions dans « Pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs ! » [*Le Bolchévik* n° 184, juin 2008], « Ceci nous a privé d'une arme cruciale pour combattre l'illusion que la "révolution démocratique nationale" aurait créé une "nation arc-en-ciel" sur la base de la doctrine "non raciale" tant vantée de l'ANC. » De façon typique pour ceux qui colportent ce genre d'illusions, la Workers International Vanguard League nous accusait, sans craindre le ridicule, de « faire le jeu de ceux qui cherchent toujours à diviser sur des bases ethniques ceux qui étaient autrefois opprimés politiquement » (voir notre brochure de 1998 *Hate Trotskyism, Hate the Spartacists* n° 1, « Une réponse à la Workers International Vanguard League »).

Quiconque a des yeux pour voir sait que les divisions tribales et ethniques dans les townships et dans les villages, qui avaient été consciemment attisées par le régime de l'apartheid, ne font que prospérer sous la « nouvelle donne », où ceux qui sont au bas de l'échelle continuent à être dressés les uns contre les autres dans une lutte désespérée pour la survie. Artisan de l'austérité, le gouvernement de l'Alliance ne peut que perpétuer ces divisions et employer la tactique du diviser pour régner. Tokyo Sexwale, vétéran de la lutte anti-apartheid de l'ANC et capitaliste noir, qui est actuellement ministre du Logement, s'était rendu tristement célèbre en déclarant en 1994 que les manifestations des habitants métis pauvres des townships le faisaient vomir. L'Alliance démocratique, un parti des privilèges blancs favorable au capitalisme de « libre marché », a réussi à battre l'ANC aux élections régionales d'avril 2009 dans la province du Cap occidental, en grande partie grâce aux voix des électeurs métis, dont beaucoup reprochaient à l'ANC de faire preuve de favoritisme à l'égard des Noirs.

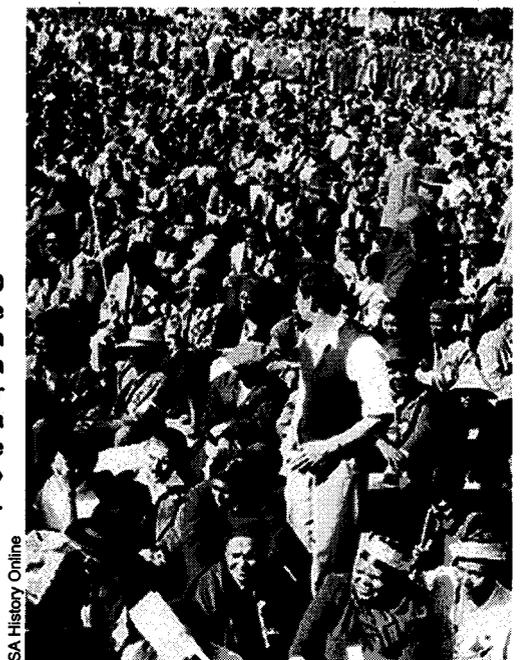
Dans la brochure *The Fight for a Revolutionary Vanguard Party : Polemics on the South African Left* [La lutte pour un

parti révolutionnaire d'avant-garde : polémiques contre la gauche sud-africaine], publiée en 1997, la LCI insistait que « si les frustrations des masses ne trouvent pas de moyen de s'exprimer selon des lignes de fracture de classe, elles alimenteront et envenimeront toutes les autres formes de division ». On l'a vu dans toute son horreur avec les pogromes anti-immigrés de mai 2008. La violence a commencé quand des habitants d'Alexandra qui réclamaient des logements décentes se sont retournés contre des immigrants dans cette township, déclenchant ainsi une série de pillages et de meurtres qui s'est étendue à tout le pays. 62 personnes sont mortes dans ces pogromes, dont beaucoup de Sud-Africains tués parce qu'ils « avaient l'air » d'être des immigrants ou parce qu'ils n'appartenaient pas au groupe ethnique dominant localement. Des dizaines de milliers d'immigrés ont été forcés de fuir le pays ou de se réfugier pour survivre dans des camps de réfugiés sordides.

Après que les violences ont éclaté, nous avons publié un tract qui appelait le COSATU et les autres syndicats à se mobiliser en défense des immigrants attaqués, avec comme mots d'ordre : Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrants ! Non aux expulsions ! Les immigrants, qui ont toujours constitué une grande part de la main-d'œuvre employée dans les mines et dans d'autres secteurs de l'économie, doivent être intégrés dans les syndicats avec les mêmes droits et les mêmes avantages que les autres travailleurs. Les syndicats doivent se battre pour des emplois et des logements décentes pour tous, ce qui contribuera à unifier les pauvres contre l'ennemi commun capitaliste, au-delà des divisions nationales, tribales et ethniques.

La nécessité urgente de luttes de ce type est apparue encore une fois cette année avec les manifestations dans les townships, qui se sont souvent transformées en agressions contre les petits commerçants pakistanais ou somaliens et d'autres immigrants. L'obstacle à l'unité prolétarienne dans les luttes, ce sont les dirigeants ouvriers traîtres qui acceptent le système capitaliste de pénurie et attisent les préjugés contre les « étrangers » à travers les campagnes protectionnistes sur le thème de la « fierté d'être sud-africain ». Dans cette situation, il y a un besoin criant de construire un parti d'avant-garde multiracial qui joue le rôle de tribun du peuple. Un tel parti,

1955 : 3 000 délégués se réunissent à Kliptown, à Soweto, pour adopter la « Charte de la liberté » de l'ANC.





Eric Miller

Lancement de la fédération syndicale COSATU au Cap occidental en mars 1986

prenant fait et cause pour tous les exploités et tous les opprimés, devra, comme l'écrivait Lénine dans *Que Faire ?* (1902), « généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste [...] pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat ».

Les chefs du SACP/COSATU et les autres adeptes de la « construction de la nation » acceptent comme sacro-saintes les frontières tracées par les colonialistes britanniques, qui pratiquaient la politique du diviser pour régner en Afrique australe et dans tout leur empire. L'Afrique du Sud n'est pas une nation, mais un Etat issu de la colonisation qui abrite en son sein de nombreux groupes nationaux, tribaux et ethniques, dont plusieurs s'étendent au-delà des frontières du pays. Comme nous l'écrivions dans « La poudrière sud-africaine » :

« Il est tout à fait possible que sous un régime de classe prolétarien, une nation sud-africaine se constitue, à travers la multiplication des mariages mixtes et le développement d'une culture et d'une ou plusieurs langues communes. Cependant, la "construction de la nation" n'est d'aucune façon le but suprême de la révolution socialiste, et l'intégration nationale ne sera pas davantage confinée à la population qui vit actuellement à l'intérieur des frontières de l'Etat sud-africain. »

Seule une *fédération socialiste de l'Afrique australe* pourra fournir un cadre permettant de surmonter d'une façon démocratique, égalitaire et rationnelle les divisions ethniques et tribales léguées par les impérialistes.

Marxisme contre plans réformistes de nationalisation

La nécessité de forger une nouvelle direction prolétarienne qui soit à la fois révolutionnaire et internationaliste apparaît encore plus clairement avec la récession économique qui a provoqué en Afrique du Sud et dans le monde entier une montée du chauvinisme protectionniste et anti-immigrés. Le *Programme de transition* de 1938, écrit par Trotsky pendant la grande crise économique des années 1930, et qui constitue le document de fondation de la Quatrième Internationale, est d'une actualité brûlante dans la conjoncture actuelle. Pour résoudre le problème du chômage de masse, le *Programme de transition* réclame la réduction de la semaine de travail et le partage du travail disponible sans perte de salaire. *Des emplois pour tous !* Nous revendiquons des hausses de

salaires massives, et une échelle mobile des salaires pour compenser les effets de l'inflation. Pour répondre au besoin pressant de logements, d'écoles, de routes et d'hôpitaux, nous exigeons un programme massif de travaux publics, avec de bons salaires au tarif syndical. Tout ceci montre la nécessité d'une planification économique d'ensemble, dont le système anarchique du profit capitaliste est incapable. Trotsky écrivait :

« Les propriétaires et leurs avocats démontreront l'"impossibilité de réaliser" ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux qui marchent à la ruine, invoqueront, en outre, leurs livres de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces références. [...] Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question

de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

Dans le monde entier, la crise économique actuelle a discrédité les politiques « néo-libérales », comme la déréglementation des banques, auprès des gouvernements bourgeois ; ceux-ci se sont lancés dans des « plans de sauvetage » des grandes entreprises, avec coupes sombres dans les salaires et dans d'autres dépenses pour tenter de faire redémarrer la croissance économique. Tous ces bricolages ne pourront pas résoudre le problème des crises économiques capitalistes, qui sont *inhérentes* à un système économique défini par la propriété privée des moyens de production et la course aux profits (voir la brochure spartaciste *Karl Marx Was Right : Capitalist Anarchy and the Immiseration of the Working Class* [Karl Marx avait raison : anarchie capitaliste et paupérisation de la classe ouvrière], 2009).

Début 2009, le dirigeant de l'ANCYL Julius Malema, la Ligue de la jeunesse communiste et des responsables du COSATU ont à nouveau parlé de nationaliser les mines, qui constituent le cœur de l'économie. Zuma s'est empressé de rassurer les dirigeants patronaux que l'ANC n'avait aucune intention de nationaliser les mines, et qu'il s'agissait là simplement d'un débat amical au sein de l'Alliance. Les nationalisations dont il est question ne sont au fond qu'un plan de réforme bourgeois de plus. Comme l'ont fait remarquer plusieurs commentateurs, un des facteurs qui ont provoqué ce débat a été l'échec de certaines entreprises minières créées dans le cadre de la politique « d'ouverture du pouvoir économique aux Noirs » [*black economic empowerment*], dont les propriétaires n'arrivent plus à rembourser leurs dettes et doivent être renfloués. Après avoir nationalisé une ou deux mines, le gouvernement pourra les revendre à certains de ses obligés.

Le Mouvement socialiste démocratique (DSM), affilié au Comité pour une internationale ouvrière (CIO) [dont la section française est la Gauche révolutionnaire, aujourd'hui immergée dans le NPA], et A gauche toute !, le groupe des partisans de feu Tony Cliff [en France également dans le NPA], sont entrés dans la danse en appelant au « contrôle ouvrier » des entreprises nationalisées, donnant ainsi une couverture de gauche à l'ANC. Tout ce que cherchent ces réformistes, c'est de faire pression sur le gouvernement bour-

geois de l'Alliance pour qu'il défende les intérêts des travailleurs et des pauvres. Le DSM est resté immergé dans l'ANC pendant plus de dix ans, avant de déclarer en 1996 que ce parti était « procapitaliste ». La direction de A gauche toute ! a dans les faits appelé à voter pour l'ANC aux élections d'avril 2009, dans un article d'Alan Goatley et Claire Ceruti publié dans *Socialism From Below* (novembre 2008) sur la scission d'avec l'ANC de « Terror » Lekota et d'autres éléments partisans de Mbeki. Cet article tirait une fausse « ligne de classe entre l'ANC de Lekota et l'ANC de Zuma », et déclarait que « boycotter n'est pas une option, étant donné ce choix ».

Malema et Cie s'appuient sur la « Charte de la liberté » adoptée par l'ANC en 1955, qui déclare que « les richesses minières souterraines seront transférées à la propriété du peuple tout entier ». La « Charte de la liberté » n'a rien de socialiste. Elle envisage au mieux les nationalisations dans le cadre du capitalisme, une position qui n'est pas rare chez les populistes bourgeois des pays du tiers-monde dominés par l'impérialisme. Délibérément vague sur la manière dont ce transfert de propriété doit être effectué, la Charte déclare que « seul un Etat démocratique [...] peut assurer à tous le droit de cité, sans distinction de couleur, de race, de sexe ou de croyances ». Comme nous l'expliquions dans notre article « Forger un parti léniniste-trotskyiste pour lutter pour la révolution ouvrière ! » (*Spartacist South Africa* n° 5, printemps 2007) : « Le "peuple" est divisé en différentes classes, aux intérêts antagonistes. Quand il invoque la "démocratie", l'ANC entend la **démocratie bourgeoise**, ce qui signifie avant tout défendre le "droit" des capitalistes à exploiter les travailleurs. »

Dans une réponse à Malema publiée dans le *Sunday Times* (19 juillet 2009), Ben Turok, député de l'ANC et auteur de la clause économique de la « Charte de la liberté », écrivait : « C'était l'aspect colonial que la Charte entendait renverser, pas la propriété privée. Il n'a jamais été dans les intentions de l'ANC, ni à l'époque ni aujourd'hui, de créer une économie administrée, au moyen de nationalisations. » Il

ajoutait : « Assurément, quand l'ANC s'est prononcé pour un règlement négocié, il n'a jamais été question de prendre le contrôle de la grande industrie, et c'est toujours la position politique officielle. »

Les marxistes révolutionnaires sont pour l'expropriation des mines, des grandes fermes et des usines, et ceci sans indemnités pour leurs anciens propriétaires. C'est crucial pour la libération nationale authentique des masses opprimées. Mais il faudra un **Etat ouvrier** pour mener cela à bien.

Trotsky notait dans le *Programme de transition* que les marxistes sont pour l'expropriation de la classe capitaliste tout entière, mais qu'il est aussi approprié d'appeler, quand l'occasion s'en présente, à « l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires ». Il poursuivait : « La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de "nationalisation" consiste en ce que : 1) Nous repoussons le **rachat** ; 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ; 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ; 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans. »

Les patrons des mines, qui depuis plus d'un siècle extorquent de fabuleux profits de la surexploitation d'une classe ouvrière majoritairement noire, ne doivent pas recevoir un centime d'indemnités. Contre Vavi, Nzimande, Malema et tous les démagogues du front populaire nationaliste, nous disons que c'est seulement en prenant le pouvoir entre leurs propres mains que les travailleurs pourront commencer à reconstruire la société conformément à leurs intérêts. Il faut pour cela construire un parti léniniste-trotskyiste en Afrique du Sud, et ceci fait partie intégrante de la lutte pour reforger la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste. ■

Niger...

Suite de la page 16

prédécesseur du NPA, la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, avait soutenu les contre-révolutionnaires procapitalistes de Solidarnosc en Pologne au début des années 1980, ou encore le politicien bourgeois de droite Chirac en 2002 lors des élections présidentielles. De là à soutenir une junte militaire en Françafrique, il n'y avait qu'un pas que le NPA a allègrement franchi.

La démocratie n'est qu'un habillage commode pour la bourgeoisie pour masquer sa propre dictature sanglante contre les classes et couches qu'elle exploite et opprime. En faisant disparaître la question première, démocratie **pour quelle classe ?**, le NPA se prononce inconditionnellement pour le pouvoir de la bourgeoisie, démocratique si possible, et sinon aussi, et toujours contre la dictature du prolétariat (qui après tout n'est démocratique que pour les travailleurs et les opprimés). Lénine écrivait dans sa polémique contre le renégat Kautsky :

« Il n'est point d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa Constitution des biais ou restrictions permettant à la bourgeoisie de lancer la troupe contre les ouvriers, de proclamer la loi martiale, etc., "en cas de violation de l'ordre", mais, en fait, au cas où la classe exploitée "violait" son état d'asservisse-

ment et si elle avait la velléité de ne pas se conduire en esclave. »

Au Niger on atteint le comble du grotesque avec le NPA soutenant une junte militaire, présentée comme une étape vers le rétablissement de la « démocratie ». Si le NPA voit la démocratie en rose et vert en France, apparemment selon lui la couleur kaki est assez bonne pour l'Afrique ! Après cent ans d'atrocités impérialistes françaises au Niger et dans la région, ces pays sont plongés dans une misère affreuse et croissante. La classe ouvrière est pratiquement absente dans toute cette partie de l'Afrique, ce qui veut dire qu'il manque la seule force sociale qui puisse prendre la direction de tous les opprimés pour briser une fois pour toutes le joug impérialiste et lutter pour une révolution socialiste internationale. En fait, ce sont les ouvriers d'Afrique de l'Ouest immigrés en France qui peuvent jouer un rôle stratégique et servir de pont vivant pour la révolution en France et dans ces pays. Cela rend d'autant plus vital de lutter en France même contre les déprédations de l'impérialisme français à l'étranger, et pour renverser le capitalisme ici même et dans le monde entier. Alors seulement on pourra commencer à réparer les ravages de l'oppression impérialiste et jeter les bases pour une société d'abondance basée sur une économie collectivisée et planifiée internationalement. **Impérialisme français, hors d'Afrique !** ■

Haïti...

Suite de la page 4

supplémentaires appartenant au « Contingent international Henry Reeve pour les situations d'urgence et les épidémies majeures ». Cette brigade, ainsi baptisée en l'honneur d'un citoyen américain qui avait combattu pour l'indépendance cubaine contre l'Espagne à la fin du XIX^e siècle, avait été créée par le gouvernement cubain en septembre 2005 pour venir en aide aux victimes de l'ouragan Katrina (les médecins cubains s'étaient vu refuser l'entrée aux Etats-Unis).

Même le très conservateur *Wall Street Journal* (17 janvier) a été obligé de le reconnaître : « Les autorités américaines ont invoqué des raisons de sécurité pour retarder la mise en place des secours. Pourtant on a vu lundi une équipe de médecins cubains en train de traiter des centaines de patients, sans une arme à feu ou un soldat en vue. » De plus, malgré des tentatives répétées de l'impérialisme US pour fomenter une contre-révolution – y compris des décennies d'embargo américain destiné à affamer le pays – Cuba a temporairement autorisé les avions militaires américains à survoler son espace aérien afin d'accélérer l'acheminement de l'aide vers Haïti.

Les avantages d'une économie collectivisée sur l'anarchie capitaliste sont particulièrement évidents quand on voit comment Cuba fait face aux catastrophes naturelles. Cuba, qui est régulièrement balayée par des ouragans, est bien connue pour faire efficacement évacuer ses citoyens face à de tels désastres. Quand le séisme a frappé Haïti, la partie sud-est de Cuba a été mise en état d'alerte au tsunami pendant 90 minutes. Sur cette brève période, les autorités cubaines ont évacué environ 30 000 personnes de Baracoa, la partie de l'île la plus proche d'Haïti ; toutes ont pu rentrer chez elles le soir même.

Une histoire de viol néocolonial et de dépossession

Depuis 200 ans, les masses haïtiennes paient de leur sang pour la révolution qu'elles firent sous la direction de Toussaint-Louverture contre l'esclavagisme colonial français. Directement inspirée par la Révolution française, la Révolution haïtienne de 1791-1804, qui aboutit à la création du premier Etat noir indépendant de l'époque moderne, fut un

modèle qui inspira les révoltes d'esclaves dans toutes les Amériques. Elle fut accueillie par une hostilité contre-révolutionnaire frénétique et raciste, de la part de la France napoléonienne comme des Etats-Unis esclavagistes.

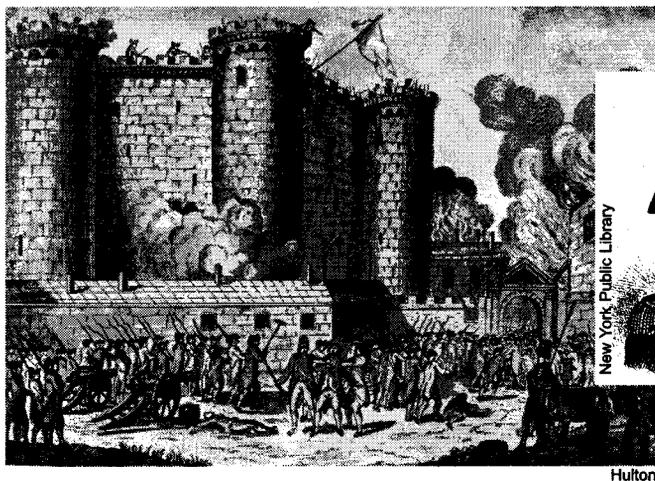
En échange de sa reconnaissance par la France, Haïti fut contraint d'indemniser les anciens propriétaires d'esclaves à raison de 150 millions de francs-or – l'équivalent approximatif de 20 milliards de dollars d'aujourd'hui. De leur côté, les Etats-Unis refusèrent d'accorder à Haïti la reconnaissance diplomatique jusqu'en 1862, pendant la guerre civile [dite de Sécession] contre le régime esclavagiste sudiste. Pendant tout le XIX^e siècle, les Etats-Unis et les puissances européennes utilisèrent la diplomatie de la canonnière et les menaces d'intervention militaire pour extorquer le remboursement de la dette. A la fin du XIX^e siècle, 80 % du budget national haïtien était consacré à rembourser ses anciens exploiters, et le pays est aujourd'hui encore une nation endettée et affreusement misérable.

Les Etats-Unis intervinrent militairement en Haïti en 1888, en 1891 et en 1914. En 1915, les Etats-Unis débutèrent une occupation sanglante du pays qui allait durer jusqu'en 1934. Un historien estime que le régime militaire américain en Haïti fut « probablement le plus sanglant de toutes les Caraïbes » (*Revolution and Counterrevolution in Central America and the Caribbean* [Révolution et contre-révolution en Amérique centrale et dans les Caraïbes], textes rassemblés par Donald Schulz et Douglas Granham, 1984).

L'occupation et l'imposition ultérieure du travail forcé provoquèrent à partir de 1916 le soulèvement national des *cacos* (bandes de paysans), qui dura cinq ans avant d'être noyé dans le sang. Comme l'écrivait Mumia Abu-Jamal, le prisonnier de classe le plus connu des Etats-Unis, dans une tribune publiée en 1994 (« La haine américaine d'Haïti », *Workers Vanguard* n° 609, 28 octobre 1994) :

« Quand le peuple s'est rebellé contre cette servitude involontaire avec l'insurrection des *cacos*, les Marines américains ont répondu par une répression impitoyable, qui a fait environ 15 000 morts parmi les paysans.

« Un officier américain des Marines, le colonel Littleton W.T. Waller (Virginie), a laissé ses impressions sur le peuple que les historiens disent aujourd'hui être venus "aider" : les Haïtiens étaient "de vrais n-----s, et ne vous y trompez pas – certains ici présentent bien, sont bien instruits et raffinés, mais ce sont de vrais n-----s sous les apparences".



Hulton

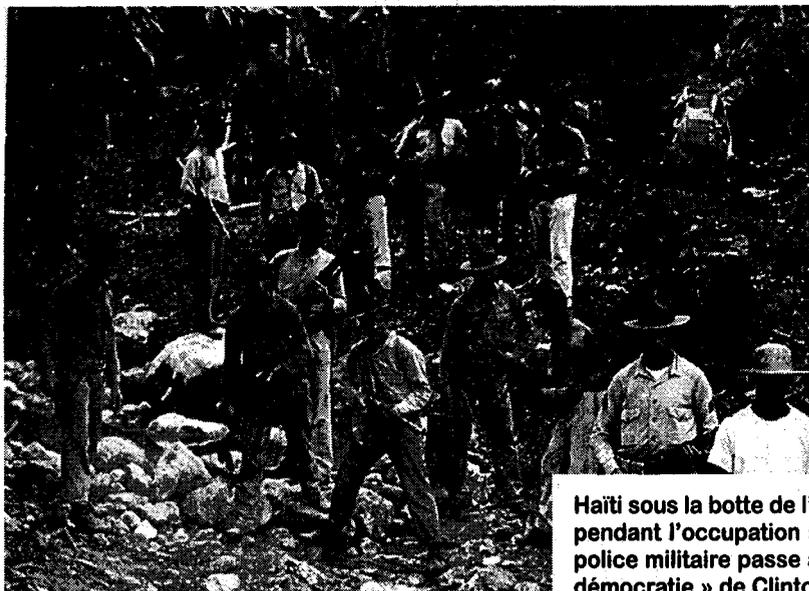


New York Public Library



Bettmann

A gauche : La prise de la Bastille, l'événement qui a inauguré la Révolution française, le 14 juillet 1789. Toussaint-Louverture (au centre) a forgé une armée d'esclaves noirs pour arracher au colonialisme français la liberté et l'indépendance d'Haïti. A droite : « Révolte des Noirs à Saint-Domingue », tableau d'Emile-Antoine Bayard. La révolution haïtienne mariait la lutte contre l'esclavage et les idéaux de la Révolution française.



National Archives



AP

Haïti sous la botte de l'impérialisme US. A gauche : des Marines (vers 1919) pendant l'occupation sanglante de 1915-1934. Ci-dessus : un soldat de la police militaire passe à tabac un Haïtien pendant l'« Opération défendre la démocratie » de Clinton, qui a réinstallé Aristide au pouvoir en 1994.

« Un parfait exemple de l'exportation de la "démocratie" américaine. »

Depuis lors, les Etats-Unis ont soutenu toute une série de despotes haïtiens, dont chacun saignait un peu plus le pays du peu de ressources restantes. Parmi ces dictateurs meurtriers figurait le tristement célèbre « Papa Doc » Duvalier, avec ses nervis, les « tontons macoutes », qui a fait tuer 50 000 opposants. Son fils, le psychopathe « Bébé Doc », a été forcé de s'enfuir en France après un soulèvement de masse en 1986. On estime que « Bébé Doc » a volé l'équivalent de rien moins que 4,5 % du PIB haïtien pendant chacune des années de son règne. Comme le décrit Graham Greene dans son roman *les Comédiens*, les Etats-Unis ont été responsables de l'instauration de « la république du cauchemar ». Les Américains peuvent lire le roman ; les Haïtiens ont dû le vivre.

Le mécontentement massif qui a chassé du pouvoir « Bébé Doc » Duvalier a finalement conduit à l'élection du prêtre catholique radical Jean-Bertrand Aristide en décembre 1990. Pratiquement toute la gauche internationale lui a donné un soutien politique. Le WWP a salué Aristide parce qu'il avait soi-disant promis d'introduire entre autres la « justice économique », un gouvernement « honnête » et « une ample participation du peuple » (*Workers World*, 27 décembre 1990). L'article du WWP cite un message de solidarité qu'ils ont envoyé à Aristide pour saluer son « grand courage de porter le flot de la lutte des masses dans la campagne électorale ». De même, l'ISO a applaudi l'élection d'Aristide, prétendant qu'il était « tout à fait conscient que pour que la démocratie survive en Haïti, le système tout entier devra être restructuré » (*Socialist Worker*, novembre 1991).

Au contraire, nous écrivions : « Soit Aristide jouera le rôle d'instrument docile de la bourgeoisie haïtienne et de ses parrains impérialistes américains, soit il sera balayé par une répression réactionnaire destinée à soumettre de manière décisive une population impitoyablement opprimée » (« Haïti : Raz-de-marée électoral pour le prêtre radical », *Workers Vanguard* n° 517, 4 janvier 1991). Ces deux thèses se sont réalisées.

Au début, Aristide a agacé la bourgeoisie américaine en résistant à ses diktats économiques et en établissant des relations diplomatiques avec Cuba. Ce fut l'un des rares mérites du régime d'Aristide, car cela a permis que des infirmières et

médecins cubains commencent à travailler en Haïti. Aristide a été renversé en 1991. En 1994, après un embargo de famine contre Haïti, le président Clinton a remis Aristide au pouvoir à la pointe des baïonnettes ; les Marines ont occupé le pays au cours d'une intervention militaire baptisée « Opération défendre la démocratie ». Aristide avait soutenu l'embargo et l'invasion. Il avait prouvé à ses maîtres américains qu'ils pouvaient compter sur lui, en acceptant d'avance qu'à son retour au pouvoir en 1994 il mettrait en place un programme d'austérité drastique, la privatisation de l'industrie nationalisée, des licenciements massifs dans le secteur public et l'abolition de fait des droits de douane. Cette dernière mesure a provoqué l'écroulement de l'économie locale, car le marché a été inondé de produits américains comme le riz, vendu moins cher que le riz produit en Haïti même. Ayant dissous l'armée (un foyer d'opposition à son régime), Aristide a maintenu son régime à l'aide d'une police brutale et par la terreur des gangs.

En 2004, alors qu'Haïti était secoué par une nouvelle vague de révoltes armées (dont certaines étaient soutenues par les néoconservateurs de Washington), Bush a envoyé les Marines américains envahir Haïti, tandis que des soldats US exfiltraient Aristide du pays et l'expédiaient en exil en Afrique. Les démocrates du Congressional Black Caucus [un groupe de députés noirs au Congrès] avaient fait pression sur l'administration Bush pour qu'elle surmonte ses hésitations à envoyer les Marines, officiellement pour défendre Aristide. Les invasions américaines de 1994 et 2004, toutes les deux effectuées avec le soutien de l'ONU, étaient en grande partie motivées par la détermination de la bourgeoisie américaine à empêcher les Haïtiens d'atteindre les côtes de l'Amérique. Nous avons insisté que l'occupation américaine d'Haïti représentait aussi un danger pour l'Etat ouvrier déformé cubain, ainsi que pour le prolétariat combatif de la République dominicaine, qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti (voir « Haïti : Troupes US/ONU dehors ! », *Workers Vanguard* n° 821, 5 mars 2004).

Après l'invasion américaine de 2004, une force d'occupation a été mise en place sous les auspices de l'ONU ; elle a amené avec elle une police haïtienne composée de violeurs et d'assassins sadiques. Depuis sa création à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'ONU a toujours servi de cou-

verture à des agressions impérialistes caractérisées contre des pays néocoloniaux. Après la catastrophe du tremblement de terre, les nervis de la police haïtienne, armés par les Etats-Unis, ont abattu de sang froid les « pillards », dont une adolescente de 15 ans tuée d'une balle dans la tête alors qu'elle tenait dans ses bras des décorations murales récupérées dans les ruines.

Le système impérialiste, qui impose à ses sujets dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une misère terrible et dégradante, doit être balayé par une révolution prolétarienne internationale. Pour cela, les travailleurs haïtiens aux Etats-Unis, au Canada et ailleurs constitueront un lien crucial entre la lutte pour l'émancipation nationale et sociale en Haïti et le combat pour la révolution socialiste dans les centres impérialiste d'Amérique du Nord, qui ont transformé ce pays en enfer néocolonial.

Pour l'internationalisme révolutionnaire

Dans un article du 20 janvier posté sur leur site internet, les centristes de l'Internationalist Group (IG) argumentent que le tremblement de terre fournit une ouverture pour la révolution socialiste en Haïti. L'IG écrit que « *ce prolétariat petit mais combatif [d'Haïti] peut se placer à la tête des masses des pauvres urbaines et rurales en cherchant à organiser leur propre pouvoir, en particulier aujourd'hui où l'appareil de l'Etat capitaliste est largement [enterré] sous les décombres, en plus de quelques bandes de policiers maraudeurs* ».

La triste réalité que l'IG cherche à nier, c'est que : a) avant même le tremblement de terre, il n'y avait pratiquement pas de classe ouvrière en Haïti ; b) au lendemain du tremblement de terre, ce n'est pas seulement l'Etat qui « est largement enterré sous les décombres » mais aussi la société dans son ensemble, y compris la population désespérée et dépossédée ; et c) il y a une puissance militaire en Haïti qui est loin d'être « enterrée sous les décombres », et c'est l'impérialisme US.

L'IG exige « **Troupes US et de l'ONU hors d'Haïti !** », et dépeint la présence militaire US aujourd'hui en Haïti comme ayant pour but de réprimer un soulèvement populaire : « *Cette énorme occupation militaire n'est pas destinée à acheminer l'aide, mais a le but de réprimer l'agitation par les travailleurs et les pauvres d'Haïti* » (souligné dans l'original). Si l'on suit le raisonnement de l'IG, le gouvernement cubain doit être condamné pour avoir ouvert son espace aérien aux avions militaires américains après le tremblement de terre. L'IG fait cyniquement des phrases, sans se préoccuper du fait que dans le monde réel, si la politique qu'il préconise était appliquée, elle provoquerait la mort par famine d'un grand nombre de personnes.

Contrairement aux élucubrations grotesques et délirantes de l'IG, il n'y a pas aujourd'hui d'alternative favorable pour Haïti. L'armée des Etats-Unis est la seule force sur le terrain qui a la capacité (camions, avions, bateaux...) d'organiser le transport du peu de nourriture, d'eau, de matériel médical et autres qui arrivent jusqu'à la population d'Haïti. Et elle le fait de la manière brutale et grossière qui caractérise l'impérialisme américain. Nous nous sommes toujours opposés aux occupations par les Etats-Unis et l'ONU en Haïti et ailleurs – et il pourra devenir nécessaire d'appeler au retrait d'Haïti des troupes US et de l'ONU dans un avenir proche – mais nous n'allons pas appeler à l'arrêt du peu d'aide que les masses haïtiennes désespérées peuvent recevoir. Comme le dirigeant bolchévique Léon Trotsky l'expliquait dans son article de 1938 « Il faut apprendre à penser : un conseil amical à certains ultra-gauchistes » :

« Une attitude intransigeante à l'égard du militarisme bourgeois ne signifie pas du tout que le prolétariat, *dans tous les cas*, entre en lutte contre sa propre armée "nationale". Au minimum, les ouvriers n'empêcheraient pas les soldats d'éteindre un incendie ou de recueillir des gens en train de se noyer pendant une inondation, au contraire, ils aideraient, aux cotés des soldats et fraterniseraient avec eux. [...]

« Dans quatre-vingt-dix pour cent des cas, les ouvriers placent en réalité un signe moins là où la bourgeoisie place un signe plus. Dans dix cas cependant, ils sont obligés de mettre le même signe que la bourgeoisie, avec leur propre sceau, dans lequel s'exprime leur méfiance à l'égard de la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas du tout automatiquement de la politique de la bourgeoisie, en mettant simplement le signe contraire (cela ferait de chaque sectaire un maître stratège). Non, le parti révolutionnaire doit chaque fois s'orienter *de façon indépendante*, dans la situation intérieure comme extérieure, et arriver à prendre les décisions qui correspondent le mieux aux intérêts du prolétariat. »

L'IG invente aujourd'hui de toutes pièces une opposition révolutionnaire prolétarienne en Haïti ; c'est la logique délirante de leur glorification du nationalisme du tiers-monde. En pratique ils nient l'impact terrible qu'ont eu sur Haïti près de deux siècles de déprédations des Etats-Unis et d'autres puissances capitalistes. L'amère vérité, c'est que la situation désespérée qui est aujourd'hui celle d'Haïti ne peut pas être résolue *de l'intérieur* d'Haïti. La clé de la libération d'Haïti passe par une révolution prolétarienne dans toutes les Amériques, révolution dans laquelle la mobilisation de l'important prolétariat haïtien *de la diaspora* peut jouer un rôle clé. En plus des ouvriers de la canne à sucre haïtiens brutalement opprimés en République dominicaine et ailleurs dans les Caraïbes, des centaines de milliers de travailleurs haïtiens vivent aujourd'hui en ville, comme à Montréal ou Miami. Ces travailleurs peuvent être un lien vital avec la lutte de classe du puissant prolétariat nord-américain.

L'article de l'IG ne mentionne même pas les centaines de milliers de travailleurs haïtiens dans les centres urbains d'Amérique du Nord. Au contraire, comme un porte-parole de la Spartacist League l'expliquait lors d'un meeting en octobre 1991 à New York (« *Travailleurs haïtiens : lutez pour le pouvoir !* », *Workers Vanguard* n° 537, 25 octobre 1991) :

« Les nationalistes haïtiens déplorent toujours l'existence de la diaspora haïtienne. Camarades, c'est une *très* bonne chose que vous ayez cette diaspora ! Elle internationalise la lutte des travailleurs haïtiens, leur donne une puissance sociale, et contribue à forger une avant-garde internationale directement liée au prolétariat américain, qui est capable de mettre l'impérialisme à genoux [...].

« Les travailleurs haïtiens de la diaspora sont aujourd'hui un lien vital entre la lutte de classe en Haïti et dans toutes les Caraïbes et sur le continent nord-américain. Organiser ses éléments les plus conscients dans un parti bolchévique international, un parti trotskyste, c'est la tâche que s'est fixée la Ligue communiste internationale, dans le cadre de la lutte pour la révolution socialiste mondiale. »

Seul ce programme internationaliste révolutionnaire offre une véritable perspective de libération pour les masses haïtiennes. ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Grippe H1N1...

Suite de la page 32

et le typhus exanthématique. Mais le rôle du service médical ne doit pas être seulement "d'éteindre l'incendie". Il devient, du fait de la nationalisation, la base du service public de santé et d'hygiène. »

Au contraire, en France comme dans les autres pays capitalistes, l'affaire du H1N1 a exposé aux yeux de tous l'irrationalité fondamentale de ce système où la production, y compris celle des moyens de diminuer la souffrance humaine et de sauver des vies, n'est pas organisée en fonction des besoins de la société, mais des profits de la classe bourgeoise. Le gouvernement et l'Etat français ont en fait parfaitement rempli leur rôle de serviteurs et d'instruments de la bourgeoisie en défendant les profits des trusts pharmaceutiques nationaux tout en intensifiant la casse des hôpitaux, de la Sécurité sociale et du reste du système de santé.

Anticommunisme et attaques contre les mesures de santé publique

La presse bourgeoise s'est déchaînée contre le plan de vaccination du gouvernement, critiquant la centralisation des procédures et des lieux de vaccination. *Le Monde* dénonçait ainsi dans son éditorial du 14 janvier un « système "à la soviétique" », assimilant ainsi toute mesure de santé publique massive à caractère plus ou moins contraignant au « totalitarisme » soviétique. Cette campagne anticommuniste ouvre la voie à la liquidation de toute espèce de mesure de santé publique contraignante.

C'est le pire des cynismes de prétendre que le fiasco de la vaccination H1N1 serait dû à un quelconque caractère « soviétique » de la campagne. Même si l'on prend l'Etat ouvrier dégénéré soviétique sous Brejnev, longtemps après l'usurpation du pouvoir politique par une bureaucratie parasitaire dirigée par Staline, l'URSS ressort encore comme un modèle d'efficacité et de souplesse parfaitement rôdée en comparaison avec la désorganisation totale de la campagne de vaccination, notamment en Ile-de-France où les centres étaient jusqu'au pic de l'épidémie ouverts environ deux après-midi par semaine (et avec un personnel si insuffisant que l'on se faisait inviter à retenter sa chance la semaine suivante si on était trop loin dans la file d'attente).

La ministre de la Santé Roselyne Bachelot a en fait expliqué : « *Je n'ai jamais encouragé une vaccination de masse* » (*l'Humanité*, 14 janvier). Pourquoi alors a-t-elle passé des contrats non renégociables pour 94 millions de doses avec les trusts pharmaceutiques ? S'agissait-il de surtout vacciner le cours de Pasteur-Sanofi contre un krach boursier ? En tout cas Sanofi-Aventis a enregistré un chiffre d'affaires et des profits records en 2009 (tout en liquidant des milliers d'emplois). Dans les pays capitalistes tout problème de santé est inéluctablement abordé sous l'angle du profit privé des capitalistes. Une fois que ceux-ci étaient assurés le reste n'avait plus guère d'importance, le gouvernement refusant jusqu'à la fin de l'épidémie de payer les médecins généralistes pour pratiquer les vaccinations alors que ceux-ci étaient demandeurs (c'était « trop cher »).

L'incapacité du gouvernement capitaliste français à vacciner même le dixième de la population montre que le système de santé français n'est pas ou plus dimensionné pour mettre en œuvre des campagnes de vaccination massive. La mise en place du plan gouvernemental passait par la réquisition administrative de dizaines de milliers de médecins et infirmiers.

Ceci a eu pour effet direct et immédiat de dégrader encore davantage le fonctionnement des hôpitaux publics. Il y a eu des cas où des internes étaient réquisitionnés par les flics alors qu'ils allaient entrer en salle d'opération pour pratiquer des interventions urgentes ! Les personnels hospitaliers et leurs syndicats ont dénoncé les conséquences funestes de cette opération pour les patients dans les hôpitaux. « *Déshabiller les hôpitaux alors qu'ils sont submergés de travail, c'était la dernière décision à prendre* », déclarait ainsi à la mi-décembre Christian Gatard, secrétaire général du syndicat FO des cadres hospitaliers (*le Monde*, 11 décembre 2009).

Le fiasco de la vaccination H1N1 n'est qu'un exemple de la pourriture grandissante du capitalisme à l'ère impérialiste, même dans ses centres les plus riches, repus du pillage du reste du monde, comme la France. Avec des millions de chômeurs disponibles, l'impérialisme français en pleine décadence n'a que faire d'investir dans la santé de la classe ouvrière. Face à la dégradation accélérée du système de santé, conjuguée à une augmentation incessante de son coût pour les malades à travers les déremboursements, l'augmentation des cotisations aux mutuelles, etc., la classe ouvrière doit lutter, au fond, pour son droit à l'existence. La situation exige l'expropriation sans compensation des trusts pharmaceutiques et des compagnies d'assurances et mutuelles, une couverture sociale à 100 % pour tous, des soins gratuits et de qualité – et à proximité, pas dans un hôpital éloigné de 35 kilomètres comme cela sera de plus en plus le cas avec les regroupements d'hôpitaux. Il faut des milliers d'embauches au tarif syndical dans le système médical, aides-soignants, infirmiers et médecins. Il faut ouvrir des formations en quantité suffisante pour cela, avec des bourses adéquates. Les capitalistes diront qu'ils ne peuvent pas payer, et d'ailleurs que les travailleurs, au lieu d'avoir des arrêts maladie, devraient travailler jusqu'à leur dernier souffle, ce qui du point de vue de la bourgeoisie est la seule solution pour résoudre la question du financement des retraites. Comme l'écrivait le révolutionnaire russe Léon Trotsky dans le *Programme de transition* en 1938 :

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. [...] »

« Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent – et cela se produit à chaque pas – la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Un tel programme n'a rien à voir avec le minable slogan électoral « rien lâcher » du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qui, au contraire, accepte le cadre du capitalisme en essayant simplement de maintenir tant bien que mal au moins une partie des acquis que la classe ouvrière avait arrachés dans le passé aux capitalistes. Nous luttons pour construire le parti bolchévique qu'il faut pour mener les travailleurs à la révolution socialiste.

Sarkozy, Bachelot, Le Guen (PS), fossoyeurs de la santé publique

La colère des personnels hospitaliers réquisitionnés pour la vaccination a été d'autant plus grande qu'ils apprenaient en même temps que le gouvernement s'appretait à supprimer en

2010 plus d'un millier d'emplois à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Et ce n'était qu'un début : la direction de l'AP-HP a annoncé qu'elle prévoit d'ici 2012 de supprimer au total **entre 3 000 et 4 000 emplois sur un total de 92 000** – avec à la clé le « regroupement » des 37 hôpitaux existants sur seulement 12 sites et la fermeture de dizaines de services (*l'Humanité*, 3 février) !

Le président du conseil d'administration de l'AP-HP en charge de ces coupes sombres n'est autre que Jean-Marie Le Guen, député PS de Paris, qui a déclaré que « c'était irréalisable » de vacciner l'ensemble de la population (*le Figaro*, 7 janvier). Compte tenu des ressources aujourd'hui disponibles, il serait matériellement tout à fait possible d'assurer à tous des soins médicaux et de qualité (y compris de vacciner tout le monde en cas de pandémie). Mais sous le capitalisme, les soins médicaux sont rationnés suivant des critères de classe, de race et de sexe (et aussi d'orientation sexuelle).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'histoire récente regorge de scandales de santé publique dont certains constituent de véritables crimes de masse. Nous n'avons pas oublié le scandale du sang contaminé : en 1985, le gouvernement capitaliste de gauche de Mitterrand et de son Premier ministre Laurent Fabius avait délibérément retardé l'utilisation par les centres de transfusion sanguine des tests de dépistage du virus du sida commercialisés par la société américaine Abbott. Cette décision cynique, motivée par le souci de protéger les intérêts de Diagnostic Pasteur, le concurrent français d'Abbott, et de permettre au Centre national de transfusion sanguine d'écouler des stocks de produits sanguins qu'il savait contaminés de façon quasi certaine, a provoqué l'infection par le VIH de centaines de personnes, notamment des hémophiles (voir notre article « Sida : l'Etat meurtrier – Mitterrand des crimes de Vichy au crime du sang contaminé », *le Bolchévick* n°120, septembre 1992).

Un autre exemple, où la quête cynique du profit se combine au mépris de classe le plus brutal, est celui de l'amiante. Sous la pression des industriels de l'amiante et des nombreux médecins et hauts fonctionnaires qu'ils soudoyaient grassement, les gouvernements français successifs, pendant des décennies, ont continué d'exposer à ce produit hautement cancérigène des dizaines de milliers d'ouvriers du bâtiment, de l'automobile, des chantiers navals, etc. (mais aussi les universitaires du campus parisien de Jussieu), alors même qu'il existait depuis longtemps des matériaux alternatifs. L'amiante, désormais interdite, continue à tuer chaque jour une dizaine de personnes qui succombent après des années d'atroces souffrances.

Destruction de l'Etat-providence et montée de l'obscurantisme antiscientifique

Vu le passif de l'Etat capitaliste en termes de santé publique, beaucoup de personnes ont refusé de se faire vacciner contre le H1N1, s'exposant ainsi au risque de contracter et de transmettre à d'autres une maladie infectieuse potentiellement grave. Mais il ne s'agissait pas simplement d'une réaction instinctive de méfiance envers le gouvernement qui affirmait agir au nom de la santé publique. La campagne H1N1 du gouvernement et, comme nous allons le voir, la réaction de la gauche à celle-ci, ont favorisé le développement au sein de la



Photothèque du mouvement social
Manifestation à Paris le 13 octobre 2007 pour exiger l'indemnisation des victimes de l'amiante

population de préjugés anti-vaccination dangereux et réactionnaires. Ainsi, tandis que sur Internet fleurissent les rumeurs anti-vaccins les plus délirantes, un sondage publié par *le Figaro* à la mi-décembre indique qu'une majorité de Français seraient aujourd'hui convaincus que le vaccin contre la grippe H1N1 est plus dangereux que la grippe elle-même !

En France comme dans les autres pays capitalistes, la montée des attitudes antiscientifiques est favorisée par le déclin de l'éducation, notamment des connaissances scientifiques de base. De la fin des années 1940 aux années 1970, la bourgeoisie française avait consenti un effort financier substantiel pour développer l'éducation scientifique et technique dans le cadre d'un effort de modernisation volontariste et en concession à une classe ouvrière combative. Et, comme dans le reste du monde capitaliste, ces efforts avaient redoublé après le lancement par l'Union soviétique de Spoutnik 1, le premier satellite artificiel, en 1957, qui montrait la supériorité de l'économie planifiée sur l'anarchie capitaliste, et son potentiel de développement militaire.

Mais la bourgeoisie française considère désormais qu'éduquer correctement les travailleurs, tout comme les soigner, constitue un luxe extravagant à un moment où la priorité est de rétablir sa compétitivité internationale en licenciant en masse et en réduisant de façon brutale les salaires et les prestations sociales. Tout ceci vient s'ajouter à un climat de réaction idéologique généralisé en résultat de la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique en 1991-1992. La liquidation en cours de l'Etat-providence montre que tous les acquis que la classe ouvrière a pu arracher par ses luttes, pour partiels qu'ils soient, sont hautement réversibles. La Sécu en est un exemple : elle avait été instaurée à partir de 1945, une concession que la bourgeoisie française avait dû faire pour parvenir, avec l'aide du PCF, à rester au pouvoir malgré sa collaboration massive avec les nazis pendant la guerre.

Adjuvants, SGB : les mensonges des anti-vaccins

La propagande anti-vaccins est d'autant plus dangereuse qu'elle a trouvé des relais y compris parmi les médecins et les personnels de santé. Un communiqué publié sur le site internet du syndicat infirmiers SNPI de la CGC (1^{er} février) pré-

sentait ainsi le « *rapport bénéfice/risques du vaccin H1N1 avec adjuvant* » en des termes sans équivoque : « *d'un côté une semaine de grippe, de l'autre une probabilité, faible mais définitive [sic], d'avoir une maladie neurologique* » – en l'occurrence le « *syndrome de Guillain-Barré* » (SGB), présenté comme « *une sorte de paralysie ascendante qui débute aux membres inférieurs pour monter progressivement* », et qui dans les formes graves, « *peut se compliquer de paralysie des muscles respiratoires* » pouvant être « *irréversible* » et nécessitant le placement du malade « *sous respirateur artificiel* ». Même si la vaccination accroissait le taux de SGB, ce qui n'est pas prouvé, celui-ci évolue en fait dans seulement 3 ou 4 % des cas vers des formes graves. Quand les patients sont correctement pris en charge, les symptômes disparaissent dans la plupart des cas sans laisser de séquelles au bout de quelques jours. De plus, ne pas se faire vacciner contre le H1N1 fait courir, en cas d'épidémie, un risque de SGB, car une des causes les plus courantes de cette maladie due à une réaction inflammatoire du système immunitaire est précisément une infection par une bactérie ou un virus !

Les adjuvants sont utilisés massivement depuis des dizaines d'années dans un très grand nombre de vaccins, dont ceux contre la grippe « *saisonniers* », car ces substances permettent au système immunitaire de réagir à une dose d'antigènes plus faible et donc d'obtenir plus rapidement et à un moindre coût davantage de doses de vaccins. Comme l'expliquait dans un article publié en août 2009 sur son blog *Neurologica*, le Pr. Steven Novella, neurologue à la Yale University School of Medicine (et cofondateur de la « *Société sceptique de Nouvelle Angleterre* », une association qui se consacre à « *la promotion de la science et de la raison* » :

« Le vaccin contre la grippe [H1N1] utilise une technologie qui est fondamentalement la même que celle utilisée depuis des dizaines d'années. Il est par conséquent très sûr, et les risques sont bien connus. Chaque année, le vaccin doit être adapté pour cibler les variants du virus grippal de type A qui seront probablement les plus répandus cette année-là. [...] »

« Par conséquent, l'accusation que le prochain vaccin contre la grippe H1N1 serait non testé n'est ni honnête ni juste. Il est hautement testé. Mais il est vrai qu'on cible un variant particulier qui est nouveau. Certains accusent par conséquent la vaccination du public d'être une expérience à grande échelle qui transformerait les patients en "cobayes". Mais c'est une affirmation naïve et trompeuse. Le fait est que toute intervention médicale, tout nouveau médicament mis sur le marché, est dans la même situation. Nous ne pouvons pas connaître au préalable les effets statistiques sur des millions de gens. Il n'y a par conséquent aucune différence entre le vaccin H1N1 et toutes les autres interventions médicales de masse. »

A part quelques réactions mineures, les vaccins sont extrêmement sûrs. Ils ne sont en tout état de cause jamais aussi dangereux que les maladies hautement contagieuses qu'ils préviennent (et contrairement à une opinion largement répandue, les vaccins contre la grippe ne déclenchent pas la maladie). La meilleure preuve de l'efficacité des vaccins est le fait qu'un certain nombre de maladies meurtrières, comme la diphtérie et la rougeole, sont aujourd'hui tellement rares que beaucoup de jeunes parents n'y ont jamais été confrontés. Ironie de l'histoire, la quasi-disparition de ces maladies (du



Alfred Eisenstaedt

Jonas Salk (à gauche), pionnier de la virologie, n'a jamais fait breveter le vaccin contre la polio afin qu'il soit disponible pour tous. Ci-dessus : vaccination d'enfants au Nigeria lors d'une épidémie de polio en 2008.



AP

moins dans les pays développés) permet maintenant aux fanatiques anti-vaccins de prétendre, en spéculant sur l'ignorance, que les maladies infectieuses ne sont pas si graves que cela et que ce sont au contraire les vaccins qui représentent un vrai danger, notamment pour les enfants.

Pourtant, avant l'arrivée des vaccins, des maladies comme la rougeole, la poliomyélite, la diphtérie, les oreillons ou la rubéole tuaient ou handicapait gravement chaque année des dizaines de millions de gens. Avant son éradication complète en 1979 (un des plus grands succès médicaux de tous les temps), la variole menaçait 60 % de la population mondiale, tuait un malade infecté sur quatre (environ 500 millions rien qu'au XX^e siècle), laissait beaucoup de survivants défigurés ou aveugles, et résistait à tous les traitements.

De l'obscurantisme anti-vaccins à la « sélection du plus fort »

Ces triomphes de la médecine expérimentale, celle de Louis Pasteur, de Claude Bernard, de Florence Nightingale et de Robert Koch, basée sur l'application rigoureuse de la méthode scientifique, qui a permis de sauver des millions et des millions de vies dans le monde entier, constituent une réfutation cinglante des postulats obscurantistes du mouvement anti-vaccination, qui se base sur la superstition, l'arriération et les préjugés. Une des figures de proue du mouvement anti-vaccination français, un certain Marc Girard, qui se proclame « *Conseil en pharmacovigilance et pharmaco-épidémiologie* », a mis en ligne début septembre 2009 sur Internet un article intitulé « *Grippe "porcine" : vacciner ou pas ?* » où l'on peut lire : « *certes, il y a des "effets collatéraux" (les dommages exercés par des infections plus ou moins bénignes sur des sujets fragilisés), mais c'est la vie – et la réalité d'une morbidité liée aux infections virales banales n'empêche pas qu'à l'échelle collective [...], la survenue de telles infections peut être bénéfique pour la population.* »

La « *théorie* » ignorantiste de l'infection comme moyen « *naturel* », et donc préférable au vaccin, de « *stimuler les défenses immunitaires* » (au moins pour les « *sujets non fragilisés* ») est d'autant plus dangereuse qu'elle sert de justification non seulement au refus de vaccination, mais aussi à des pratiques irresponsables comme les « *goûters H1N1* » (dont l'objectif est de favoriser la contamination d'enfants non encore infectés). Il faut ajouter qu'elle est également défendue, sous une forme à peine atténuée, par l'eurodéputée « *verte* » (et « *professeur agrégé en biologie* ») Michèle Rivasi, qui, début janvier, réclamait l'arrêt de la campagne de vaccination

contre le H1N1 dans les lycées et collèges « *compte tenu des dernières études sur les jeunes : les anticorps sont plus nombreux et plus durables après infection qu'à la suite d'une vaccination* » (blog *Bagnolet en Vert*, 6 janvier).

Vaccination et santé publique

Deux approches complémentaires permettent d'apporter la preuve scientifique qu'un médicament, un traitement médical ou un vaccin est efficace contre une maladie. D'une part, il faut élucider les mécanismes chimiques, biologiques et physiologiques impliqués ; d'autre part, il faut confirmer ses effets attendus, d'abord par des essais cliniques portant sur un nombre restreint de malades ou de volontaires sains, ensuite par des études épidémiologiques plus larges.

Inversement, pour apporter la preuve épidémiologique qu'un vaccin est bel et bien la cause probable d'un effet secondaire indésirable, il faut établir une augmentation statistiquement significative (c'est-à-dire supérieure à un seuil qui peut être calculé en utilisant la théorie des probabilités) entre un groupe d'individus vaccinés et un « groupe témoin » non vacciné aux caractéristiques les plus similaires possibles.

Pourtant les fanatiques anti-vaccins font croire, sans la moindre preuve, que les vaccins provoqueraient de terribles effets secondaires, et que cette « vérité » serait dissimulée par un vaste complot des trusts pharmaceutiques, des gouvernements et du corps médical. Dans les pays anglo-saxons, ces rumeurs ont longtemps visé le thimérosal, un conservateur à base de mercure qui était utilisé dans les flacons multidoses de vaccins ; on prétendait qu'il provoquait chez les enfants des lésions cérébrales et l'autisme. Or les symptômes de l'autisme, une maladie encore très mal comprise que certains scientifiques pensent être d'origine génétique, se manifestent généralement vers deux ans, soit l'âge où les enfants reçoivent les vaccins « associés », qui protègent en une seule injection contre plusieurs maladies – et en particulier le « ROR » (rougeole-oreillons-rubéole).

Toutefois, les études épidémiologiques menées dans de nombreux pays, et portant sur des centaines de milliers d'enfants, n'ont révélé aucun lien entre l'autisme et l'utilisation du thimérosal. Les enfants non vaccinés ont les mêmes risques de développer la maladie que les autres, et ce risque n'a pas diminué après que le thimérosal eut été retiré des vaccins dans beaucoup de pays (dont la France).

Les campagnes des groupes anti-vaccins contre le ROR (qui ont continué après le retrait du thimérosal) ont de funestes conséquences pour la santé publique. Alarmés par les rumeurs, beaucoup de parents hésitent à faire administrer à leurs bébés cette vaccination, qui en France n'est que recommandée. De ce fait, le taux de couverture de la population (proportion d'individus vaccinés) contre la rougeole est aujourd'hui un des plus bas d'Europe. Dans un rapport publié en 2004, l'Institut de veille sanitaire écrivait : « *En France, la couverture nationale des enfants de 24 mois, estimée à partir des certificats de santé du 24^{ème} mois est passée de 32 % en 1985 à 80 % en 1994 et stagne depuis, à moins de 85 %* », avec comme résultat que « *des événements localisés, survenus en 2003, montrent que le virus de la rougeole circule de manière active dans certains départements français exposant ainsi, des poches de populations susceptibles à un risque épidémique.* » Ceci est d'autant plus tragique qu'un taux de couverture vaccinale de l'ordre de 95 % permettrait d'atteindre ce que les épidémiologistes appellent un « seuil d'immunité de groupe », au-delà duquel le virus, privé d'hôtes, finira par être totalement éradiqué.

Une autre « victoire » des ligues anti-vaccins a été la décision prise en octobre 1998 par Bernard Kouchner, alors ministre de la Santé d'un gouvernement « de gauche », de suspendre la campagne de vaccination des adolescents contre l'hépatite B, suite à la rumeur, elle aussi totalement infondée, que ce vaccin provoquerait une augmentation des cas de sclérose en plaques, une terrible et incurable maladie dégénérative du système nerveux. La lâcheté politique de Kouchner et du reste du gouvernement Jospin (y compris ses ministres Buffet et Mélenchon) a brisé net la dynamique d'une campagne de vaccination contre cette maladie grave et contagieuse, qui avait été jusque-là un vrai succès. Ce crime contre la santé publique a été dénoncé par l'OMS aussi bien que par Act-Up, consciente de la terrible menace que cette maladie contagieuse (transmissible notamment par voies sexuelle et sanguine et qui évolue dans un cas sur dix vers des formes chroniques invalidantes) représente pour les toxicomanes et les personnes infectées par le VIH.

En résultat, « *avec une couverture vaccinale contre l'hépatite B de 29 % chez les nourrissons de deux ans, la France est de très loin le plus mauvais élève de l'Union européenne* », peut-on ainsi lire dans un article publié en avril 2009 par l'agence de presse en ligne *Destination Santé*. Interviewée dans le même article, la professeur Claire-Anne Siegrist, présidente de la Commission fédérale suisse pour les vaccinations, déclarait :

« Il y a en France, une génération d'enfants sacrifiés. Ceux nés dans les 10 dernières années n'ont pas été vaccinés contre l'hépatite B. Dans les pays où la vaccination est efficace, le nombre des cas d'hépatite B et de *carcinome hépatique* [le cancer primitif du foie] diminue, mais attendons-nous à les voir augmenter en France [...] »

De telles situations plaident fortement en faveur de la vaccination obligatoire. Nous, marxistes, soutiendrions sans hésiter une telle mesure de santé publique, y compris si elle était décrétée et mise en œuvre par un Etat bourgeois. Les mesures de santé publique sont parfois drastiques et intrusives, et il existe même des situations où elles peuvent entrer en conflit avec les droits des individus (par exemple en cas de mise en quarantaine). Mais en l'occurrence, se faire vacciner ne viole aucun « droit individuel », et la « liberté de vaccination » revendiquée avec véhémence par les groupes anti-vaccins (un des plus actifs en France s'est ainsi baptisé « Ligue nationale pour la liberté des vaccinations ») est plutôt le droit de transmettre l'infection à autrui – et en plus, dans le cas des parents, d'exposer délibérément sa progéniture au danger de contracter une maladie grave.

Acupuncteurs, homéopathes, chiropracteurs et autres charlatans contre Koch et Pasteur

Inévitablement, le mouvement anti-vaccination rassemble derrière lui la cohorte bigarrée des homéopathes, acupuncteurs, chiropracteurs, naturopathes, radiesthésistes, marabouts, rebouteux et autres charlatans qui, de façon criminelle, détournent leurs victimes de la médecine « officielle » présentée comme dangereuse. Ces marchands de poudre de perlimpinpin sont d'autant plus dangereux qu'ils sont parfois plus accessibles que les vrais médecins et sont même pour certains remboursés en tout ou partie par la Sécu ou les mutuelles. C'est encore Kouchner, alors ministre avec Buffet et Mélenchon, qui avait fait voter une loi pour reconnaître les chiropracteurs et ostéopathes en mars 2002.

Les homéopathes, chiropracteurs et autres partisans d'une

« médecine holistique » (globale) refusent par principe de soumettre leurs potions et « traitements », qui reposent sur des « théories » plus fumeuses les unes que les autres, à toute évaluation scientifique objective. Et on les comprend, car tous les essais cliniques un tant soit peu sérieux ont conclu sans l'ombre d'un doute à leur totale inefficacité (sauf évidemment sur un point capital : leur capacité à soulager les malades de quantités significatives d'espèces sonnantes et trébuchantes). A la froideur inhumaine des statistiques de la « médecine conventionnelle », ces charlatans opposent donc les témoignages poignants des malades éperdus de reconnaissance qu'ils auraient réussi à « guérir », lançant ainsi des rumeurs qui se propagent ensuite, avec un grand luxe de détails, du site internet à la machine à café et jusqu'à la salle de garde de l'hôpital (« moi non plus, je n'y croyais pas, mais il m'a guéri de mon mal de dos »).



Facundo Arrizabalaga

Londres, 28 janvier : « overdose massive » de comprimés homéopathiques pour protester contre la vente en pharmacie de tels « remèdes » frauduleux

Et ce sont des pharmaciens tout ce qu'il y a de plus diplômés qui distribuent nombre de ces produits absolument inefficaces. Les laboratoires Boiron, une entreprise capitaliste française, sont les premiers producteurs au monde de « médicaments » homéopathiques, dont le principe même est de diluer le produit actif au centième, et ce, de façon répétée, jusqu'à ce qu'il soit tout simplement *absent* de la formule vendue ! Le 30 janvier dernier, 300 militants anti-homéopathie ont organisé à Londres une « overdose de masse » du produit homéopathique Diaralia, indiqué soi-disant contre la diarrhée. Le Diaralia de chez Boiron est basé sur de l'« arsenicum album », autrement dit de la mort aux rats (avant élimination de celle-ci par dissolutions successives). Aucun participant à ce happening, après en avoir ingéré 84 comprimés (la dose recommandée est d'un comprimé par prise) n'en est mort... ni n'a rapporté souffrir en conséquence de constipation même passagère. Au moins le Diaralia n'est pas remboursé par la Sécu, mais le vaccin contre le rotavirus ne l'est pas non plus, alors que ce virus est présent dans près de la moitié des diarrhées infantiles aiguës en Ile-de-France et que le vaccin, hautement efficace, coûte plus de 130 euros !

Le dernier slogan de la gauche : Des hôpitaux, pas des vaccins ! – ou comment gérer la pénurie capitaliste

Loin de combattre la montée de l'obscurantisme anti-vaccins causée par la gestion gouvernementale de l'épidémie, la gauche soi-disant « anticapitaliste » y a apporté sa petite pierre en accusant le gouvernement Sarkozy d'avoir gaspillé les deniers publics pour chercher à « imposer » à la population, pour le plus grand profit des trusts pharmaceutiques, une vaccination qu'elle présente au mieux comme inutile, au pire comme carrément dangereuse, reprenant au passage à son compte un certain nombre de mensonges colportés par les groupes anti-vaccination.

Le PCF a ainsi donné aux déclarations du social-démocrate allemand Wolfgang Wodarg, qui est par ailleurs médecin, un large écho (voir notamment *l'Humanité* du 7 et du 27 janvier). Wodarg dénonçait sans preuve certaines procédures de fabrication relativement nouvelles comme soi-disant insuffisamment testées. Il affirmait aussi que les trusts pharmaceutiques ont fait modifier la définition d'une pandémie pour créer la peur alors que les taux de mortalité dus à cette souche

H1N1 dans les premiers cas observés au Mexique étaient relativement faibles. Wodarg minimise ainsi la très grande vitesse de propagation de ce virus-là, qui pouvait provoquer une pandémie catastrophique en cas de mutation. En parlant de « scandale médical du siècle », Wodarg apporte de l'eau au moulin des réactionnaires anti-vaccins sans présenter aucune victime avérée de la vaccination. Le PCF a donné avec l'interview de Wodarg une couverture « anticapitaliste » à l'obscurantisme anti-vaccins. Wodarg a, de plus, dénoncé la collusion des experts de l'OMS avec les firmes capitalistes qui les paient ; il faut être social-démocrate jusqu'à la moelle pour imaginer des chercheurs antiviruses désincarnés qui travailleraient sans contact avec les entreprises capitalistes produisant les vaccins. Quant à l'influence des trusts capitalistes sur les gouvernements, Wodarg doit en connaître un rayon puisqu'il était député SPD pendant 15 ans, notamment les huit années (2001-2009) où c'est le SPD qui avait le portefeuille de la Santé et où des coupes sans précédent ont été effectuées dans la santé publique au détriment des travailleurs !

Quand *l'Humanité* écrit que « l'opération grippe A [sic] constitue un vaste détournement de fonds publics » qui vont manquer pour des campagnes de santé publique « vraiment utiles contre le diabète, le cancer ou le développement de remèdes contre les maladies tropicales » (27 janvier), le journal du Parti communiste propose simplement de gérer autrement la pénurie capitaliste en sacrifiant les malades de la grippe pour soigner d'autres maladies.

Quant au Nouveau parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, il a publié un éditorial dans son hebdomadaire *Tout est à nous* (17 décembre 2009) où, après avoir expliqué qu'il ne croyait bien sûr pas à « la version du "grand complot" des laboratoires ayant sciemment répandu la maladie pour vendre les vaccins et autres arguments délirants, largement véhiculés sur internet », il dénonçait le choix par le gouvernement « d'une vaccination systématique dont le but était prioritairement le maintien au travail à tout prix des salariés ». Est-ce que Besancenot préférerait voir les travailleurs en salle de réanimation pour insuffisance respiratoire aiguë ? Trois semaines plus tard, un communiqué du NPA proclamait : « Ces choix doivent être combattus. Il faut immédiatement arrêter la stratégie absurde de vaccination systématique. Annuler les commandes de vaccins non encore

produits, et donner au système de santé les financements dont il a impérativement besoin ! » (« Vaccins H1N1 : on solde ! », 4 janvier). Non seulement le NPA s'oppose à la vaccination, mais aussi il enjolive la politique du gouvernement Sarkozy en prétendant que celui-ci avait l'intention de vacciner systématiquement la population. Comme ses grands frères du PS et du PCF, le NPA reproche ici fondamentalement à Bachelot et Sarkozy un gaspillage d'« argent public » qui, en ces temps de déficit budgétaire chronique, aurait pu être dépensé plus utilement et efficacement.

Charlatanisme réformiste ou lutte pour de nouvelles révolutions d'Octobre

Au fond Lutte ouvrière (LO) dit exactement la même chose, par exemple dans l'éditorial d'Arlette Laguiller du 4 janvier : « Depuis le début de cette affaire, un certain nombre de scientifiques se sont élevés contre ce tapage gouvernemental et le coût que l'achat de ces doses de vaccin a représenté. 869 millions d'euros, l'équivalent du déficit de l'ensemble des hôpitaux publics. » Et LO d'expliquer ensuite : « Le virus A est arrivé à point nommé pour servir de prétexte à un coup de main à l'industrie pharmaceutique, alors que tant d'autres maladies, à commencer par le paludisme, font des millions de victimes dans le monde, chaque année. »

Le fait que les trusts pharmaceutiques et les gouvernements des pays impérialistes soient si indifférents à l'égard des maladies tropicales comme le paludisme n'est pas le résultat de « mauvais choix » politiques de gouvernements « néolibéraux » particulièrement cyniques et dépravés (ce qu'ils sont sans conteste), mais le produit des mécanismes fondamentaux du système capitaliste, basé sur l'appropriation privée des moyens de production – en l'occurrence, le fait que les populations principalement affectées par ces maladies sont trop pauvres pour constituer un « marché » suffisamment rémunérateur.

Pourtant, les réformistes du PC, du NPA et de LO colportent l'illusion qu'une « autre politique », qui réponde aux intérêts des travailleurs et des opprimés, pourrait d'une manière ou d'une autre être « imposée » et réellement mise en œuvre dans le cadre des institutions bourgeoises. La seule différence à cet égard entre LO et les sociaux-démocrates un peu moins hypocrites du NPA, du PC ou du Parti de gauche est que ceux-ci proposent d'appliquer cette perspective réformiste au niveau national, sous la forme d'un gouvernement capitaliste de front populaire « 100 % à gauche » (ou disons 55 % à gauche), tandis que LO se contente pour l'instant de participer à la gestion de l'Etat bourgeois au niveau d'exécutifs municipaux « de gauche » (y compris à Bagnolet qui pratique les expulsions en plein hiver).

Lutte Ouvrière ajoutait dans son éditorial du 4 janvier cité plus haut : « Bien sûr, on peut se dire que gaspillage pour gaspillage, il vaut mieux gaspiller dans le domaine de la santé que d'aider à fonds perdus les banquiers. Mais l'un n'empêche pas l'autre ! » LO donne ainsi à entendre que ce serait du gaspillage de vacciner la population – une capitulation directe aux réactionnaires anti-vaccination. Les réformistes ont cherché à se couvrir en expliquant que le capitalisme serait un « virus plus dangereux que la grippe A ». Cet argument a été décliné notamment sur le T-shirt « Stoppons la grippe capitaliste » distribué en septembre à la Fête de l'Humanité, tandis que de son côté, LO expliquait que « la capacité de nuisance du virus H1N1 est sans commune mesure avec le parasitisme de ces grands trusts [pharmaceutiques] ». Cet économisme stupide, et indifférent au sort des malades, permet au gouvernement capitaliste de prétendre qu'il serait

plus concerné que la gauche par la santé de la population. Les marxistes partent au contraire de l'épidémie et de l'incapacité du capitalisme à régler même ce problème simple et maîtrisé aujourd'hui par la science pour montrer la nécessité de renverser le système capitaliste.

Pour une société socialiste d'abondance !

Nous, trotskystes, ne nous contentons pas d'exiger l'arrêt immédiat des coupes sombres dans les budgets des hôpitaux et de la sécurité sociale. Nous luttons pour des soins gratuits et de qualité pour tous, y compris une couverture vaccinale optimale de la population. Le contrôle des maladies est une question autant sociale que scientifique. Sous le capitalisme, les profits des trusts pharmaceutiques passent avant la santé publique, qui est elle-même infectée jusqu'à la moelle par les préjugés réactionnaires et l'arriération de la société capitaliste.

Partisans et défenseurs du matérialisme historique et du socialisme scientifique, nous luttons pour une révolution socialiste mondiale pour arracher les moyens de production des mains cupides des capitalistes. A l'échelle internationale, cela permettra de jeter les bases matérielles pour un monde communiste libéré de l'exploitation et de l'oppression. Alors et alors seulement, les acquis positifs de la science moderne pourront être pleinement utilisés pour servir de base à une expansion qualitative de la recherche scientifique, de la technologie et de la production, qui seront mises au service de l'humanité tout entière, dans le cadre d'une économie socialiste internationalement et démocratiquement planifiée.

Tout le fatras de pseudo-science qui sert à justifier la domination capitaliste, et qui fait des savants eux-mêmes des « *pro-xénètes des préjugés de classe* », comme disait Marx, pourra être remis au musée des horreurs d'un passé révolu. Dans un discours prononcé le 17 septembre 1925, Trotsky déclarait :

« La société devait connaître de la nature pour subvenir à ses besoins. Mais en même temps la société demandait la réaffirmation de son droit à exister telle qu'elle existe, la justification de ses institutions, c'est-à-dire, avant tout, les institutions de la domination de classe. Et, dans le passé, elle demandait la justification du servage, des privilèges, des prérogatives monarchiques, de l'étroitesse nationale, etc. La société socialiste accepte avec une reconnaissance particulière l'héritage énorme des sciences positives, en rejetant, en vertu du droit d'inventaire, tout ce qui servait non à la connaissance de la nature, mais à la justification de l'inégalité de classe et à l'affirmation de tous les mensonges historiques. » ■

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Pour une médecine scientifique, gratuite et de qualité pour tous !

La destruction du système de santé et le fiasco de la vaccination H1N1



Philippe Merte/AFP

Femmes enceintes et enfants en bas âge font la queue à l'extérieur, fin novembre 2009, à Lyon devant un centre de vaccination. Le gouvernement a refusé de mettre en place un dispositif suffisant pour assurer même la vaccination des personnes vulnérables.

4 mars – Un an après son apparition en avril 2009 au Mexique, la pandémie de grippe H1N1 a touché plus de 200 pays. Les derniers bilans épidémiologiques disponibles révèlent que ce nouveau virus, issu d'une recombinaison d'un virus humain de type A avec des gènes appartenant à des virus grippaux animaux (raison pour laquelle il a été appelé « grippe porcine »), est devenu, au niveau mondial comme en France, le virus grippal le plus commun, loin devant les virus « saisonniers ». Ces mêmes bilans recensaient au niveau mondial, fin janvier, au moins 14 711 décès directement attribuables au virus H1N1, dont 275 en France (fin février le chiffre était monté à près de 300). Il faut ajouter que ces chiffres sont nécessairement très inférieurs à la réalité (notamment dans les pays les plus pauvres), et qu'ils ne résument pas à eux seuls la pandémie – rien qu'en France, plus de 1 200 personnes au total ont ainsi été hospitalisées pour des complications graves.

Même si le taux de mortalité parmi les malades est pour l'instant faible, la grippe H1N1 constitue toujours une réelle menace pour la santé publique, au niveau mondial. Le H1N1 est apparenté aux virus de la « grippe espagnole » de 1919 et de la « grippe asiatique » de la fin des années 1950, qui avaient fait des millions de morts. Compte tenu de la forte capacité de mutation des virus de la grippe, il existe un risque non négligeable d'apparition soudaine de variants plus meur-

triers. En l'état actuel des connaissances médicales, la vaccination reste l'arme la plus efficace dont on dispose contre les différents virus grippaux. Face à la menace pour la santé publique que représente ce type d'épidémie, une société rationnelle mobiliserait les ressources scientifiques et industrielles nécessaires pour développer, produire et distribuer massivement et le plus rapidement possible un vaccin adapté. Pour être pleinement efficace, une telle mobilisation implique une coordination et une planification internationales des efforts et des actions de santé publique, incluant, si nécessaire, des mesures de mise en quarantaine ou de vaccination obligatoire, ciblées (notamment pour les personnels soignants) ou non.

Une telle approche n'est pas une utopie : c'est le modèle qu'ont suivi les bolchéviks après la Révolution russe de 1917 et l'expropriation du capitalisme. Les révolutionnaires russes Nikolai Boukharine et Evguéni Préobrajenski décrivaient ainsi en 1920 dans l'*ABC du communisme* comment le

prolétariat, exerçant sa dictature, avait nationalisé les établissements de santé pour les mettre au service des travailleurs, alors même que la Russie soviétique était dévastée par la guerre civile imposée par les impérialistes et les contre-

PCF, NPA, LO... Les jérémiades de la gauche réformiste alimentent la montée de l'obscurantisme anti-vaccins et des charlatans

révolutionnaires, et que la médecine comme science n'en était encore au fond qu'à ses débuts ; Boukharine et Préobrajenski précisaient :

« Le grand nombre des maladies épidémiques et la nécessité de les enrayer au plus tôt devaient poser immédiatement la question d'une lutte acharnée organisée et méthodique. En raison de la pénurie de médecins se dressait la nécessité impérieuse d'une mobilisation de ceux qui étaient disponibles sur le front de la lutte contre les épidémies.

« Grâce à cette mesure, pour l'application de laquelle se dépendèrent toutes nos forces médicales, depuis les professeurs les plus notoires jusqu'aux étudiants en médecine et aux infirmiers, on a réussi à enrayer les fléaux les plus redoutables : le choléra

Suite page 26